

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JANVIER 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - CONTRATS RURAUX -  
COMMERCES DE PROXIMITÉ - PETITES VILLES DE DEMAIN - PNR : 1ÈRE AFFECTATION 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	7
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	15
<a href="#">Annexe 1 : Fiches projets commerces</a>	16
<a href="#">Annexe 2 : Fiches projet petites Villes de demain</a>	49
<a href="#">Annexe 3 : Tableau récapitulatif COR</a>	54
<a href="#">Annexe 4 : Fiches projet COR</a>	56
<a href="#">Annexe 5 : Avenants COR</a>	143
<a href="#">Annexe 6 : Fiches projet modifiées</a>	169
<a href="#">Annexe 7 : Fiche projet modifiée recommandation médiateur</a>	178
<a href="#">Annexe 8 : Fiches projets UKRAINE</a>	187
<a href="#">Annexe 9 : Avenant 1 aux contrats de Parc PNR</a>	192
<a href="#">Annexe 10 : Fiches projets PNR frais de structure</a>	195

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport aborde plusieurs volets de la politique menée en matière de ruralité avec des soutiens proposés pour la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, les Petites Villes de Demain, les contrats ruraux, l'accueil des réfugiés ukrainiens, les quatre parcs naturels régionaux, et propose d'approuver un avenant aux contrats de parcs 2021-2023.

### 1. Sur le volet des commerces de proximité

#### 1.1 Affectations au titre du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

Le dispositif destiné à sauvegarder les commerces de proximité en milieu rural constitue une des mesures phare du volet économique du Pacte rural, il comprend trois types d'aides à l'investissement :

- une aide régionale s'adressant aux entreprises qui a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise des commerces de proximité dans les territoires ruraux. Cette aide est mobilisable par les commerces de proximité (boulangeries, traiteurs/charcuteries, bars...);
- une aide régionale dédiée aux communes et EPCI ruraux visant à soutenir les actions de revitalisation commerciale des centres villes et centres bourgs des territoires ruraux concourant à l'amélioration de l'environnement des commerces de proximité et/ou à sauver le dernier commerce ;
- une aide régionale spécifiquement adaptée aux centres bourg : la « Boutique d'un jour » qui permet d'accompagner les collectivités rurales à la fois dans l'acquisition d'un local commercial adapté, mais aussi dans le financement de son aménagement et de ses équipements, modulables de façon à permettre à des commerçants et artisans aux activités variées de proposer à tour de rôle leurs services ou produits tout au long de la semaine avec les fonctionnalités nécessaires.

Au titre de ce rapport, il est proposé de soutenir **16 projets**, dont 13 portés par des commerçants et 3 par des communes rurales, pour une aide d'un montant global de **780 387 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP54-001 « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15300103 « Sauvegarde des commerces de proximité ».

Ces fiches projets sont présentées en annexe 1 à la présente délibération.

À noter que sur ces 16 opérations, 3 d'entre elles sont localisées dans les territoires des PNR de la Haute Vallée du Chevreuse, du Vexin français et du Gâtinais français pour un soutien d'un montant total de 138 462 €.

### 2. Sur le volet du dispositif Petites Villes de Demain

La région Île-de-France s'est engagée dans la mise en œuvre du programme national Petites villes de demain (PVD), en appui de la Banque des territoires. Lancé le 1<sup>er</sup> octobre 2020, ce programme vise la revitalisation des communes rurales de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité au sein de leur territoire.

Dans le cadre de ce partenariat, la Région propose un dispositif de co-financement d'ingénierie territoriale sur l'enveloppe financière de la Banque des territoires aux 32 sites Petites villes de demain situés dans les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines et de l'Essonne.

A ce titre, il est proposé de soutenir les projets de 2 collectivités lauréates - commune du Chatelet-en-Brie (77) et commune d'Etrechy (91) - pour la réalisation d'études et d'affecter un montant global de **10 888 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400101 « Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural ».

Les fiches projets correspondantes sont présentées en annexe 2 à la présente délibération.

### **3 Sur le volet des Nouveaux contrats ruraux (CoR)**

#### **3.1 Conclusion de 20 CoR et affectations correspondantes**

Il est proposé de conclure **20** CoR (délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022) comprenant **42** opérations et d'affecter un montant global d'autorisations de programme de **3 235 767,97 €** (soit le montant global prévisionnel de la dotation régionale, conformément au tableau figurant en annexe 3), disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 53-002 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux ».

Les opérations concernées sont inscrites dans les CoR des collectivités suivantes, situées :

- En Seine-et-Marne (77) : communes de Beauvoir, d'Echouboulains, de Fontenailles, de Giremoutiers, de Lescherolles, de Lumigny-Nesles-Ormeaux, de Machault, de Meigneux, de Montolivet, de Quiers et de Thieux.
- Dans les Yvelines (78) : communes d'Hermeray, des Mesnuls, d'Orcemont, d'Orvilliers, de Villette et de Tilly.
- En Essonne (91) : communes de Boissy-le-Cutté, de Chamarande.
- Dans le Val d'Oise (95) : commune de Chérence.

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 4 à la présente délibération.

#### **3.2 Avenants à des contrats ruraux**

Par ailleurs, plusieurs avenants sur des nouveaux contrats ruraux sont proposés en annexe 5 à la présente délibération, faisant suite à des demandes de collectivités et en accord avec les conseils départementaux concernés, et ce, en vue de :

- o d'une part, de proroger leur validité d'une année supplémentaire pour permettre leur bonne exécution et les mener à terme.
  - 5 dossiers dans le département de Seine-et-Marne (77) pour le syndicat intercommunal d'équipement d'entretien et d'exploitation des nouveaux locaux scolaires de Laval-Salins (contrat adopté par délibération n° CP 2019-260 du 18 juillet 2019), pour les communes du Plessis-Placy (contrat adopté par délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019), de Gouaix (contrat adopté par délibération n° CP 2020-091 du 4 mars 2020), de Chalifert et Crisenoy (contrats adoptés par délibération n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019).
  - 4 dossiers dans le département des Yvelines (78) pour les communes de Gressey (contrat adopté par délibération n° CP 2020-091 du 4 mars 2020), , Aigremont et Poigny-la-Forêt (contrats adoptés par délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019), La-Boissière-Ecole (contrat adopté par délibération n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020) ;

- 2 dossiers dans le département du Val d'Oise (95) pour les communes d'Epiais-les-Louvres ((contrat adopté par délibération n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020), de Corneilles-en-Vexin (contrat adopté par délibération n° CP 2020-173 du 27 mai 2020).
- o d'autre part de modifier le contenu d'un nouveau contrat rural (substitution d'opération), concernant la commune de Saint-Illiers-le-Bois (78).

Il convient ainsi de procéder à l'affectation d'une autorisation de programme de 88 669 € dans le cadre de l'opération « Aménagement d'un parc ludique intergénérationnel » (dossier IRIS n°22005490) présentée en annexe 4 à la présente délibération.

### 3.3 Erreurs matérielles

A la suite d'erreurs matérielles intervenues dans les fiches projets relatives au contrat COR concernant la commune de MOUSSY (95) adoptées par délibération n° CP 2022-348 du 23 septembre 2022, il convient de modifier les modalités de démarrages anticipés.

Il est ainsi proposé d'adopter les nouvelles fiches projets figurant en annexe 6 à la délibération.

### 3.4 Réaffectation sur recommandation du médiateur de la région Île-de-France sur le volet CoR

Eu égard à l'avis favorable rendu par le médiateur de la région Île-de-France, le présent rapport propose de réaffecter une subvention au profit de la commune de Larchant.

La commission permanente du 21 novembre 2018 par délibération n° CP 2018-505 a approuvé son contrat rural comportant 3 opérations.

Sur ces trois opérations, deux ont été soldées mais celle concernant « *la rénovation de la mairie et des toilettes publiques* » adoptée à hauteur de 69 696,40 € n'a fait l'objet d'aucun mandatement. Ainsi, il est proposé de procéder à l'affectation d'un montant de 69 696,40 €.

La fiche-projet correspondante est présentée en annexe 7 à la présente délibération.

## 4 Sur le volet « Accueil des réfugiés ukrainiens »

Ce fonds de soutien est destiné à apporter une aide financière aux communes rurales franciliennes qui se sont mobilisées pour l'accueil des réfugiés ukrainiens depuis le début du conflit. Il vise à financer les investissements réalisés par les communes pour l'adaptation de bâtiment et l'achat de matériel ou d'équipement pour l'accueil et le transport de personnes.

Il est proposé d'affecter 2 subventions d'un montant global de **5 000 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001), action 15400101 « Fonds d'aménagement rural ».

Les fiches projets sont présentées en annexe 8 à la présente délibération.

## 5 Avenant aux contrats des 4 parcs naturels régionaux 2021-2023

Par délibérations n° CP 2021-031 du 21 janvier 2021 et n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021, la commission permanente a approuvé les contrats de parcs 2021-2023 des parcs naturels régionaux franciliens passés entre la région Île-de-France, l'État et les parcs.

L'objet de ce rapport vise à approuver l'avenant n° 1 aux contrats des 4 parcs naturels régionaux présenté en annexe 9 à la présente délibération qui modifie la qualification des acteurs dans le cadre de la clause relative à la protection des données à caractère personnel.

## **6 Frais de structure des PNR du Gâtinais français, de la Haute Vallée de Chevreuse, de Oise – Pays de France et du Vexin français au titre de l'année 2023**

En application des engagements de la Région, il convient d'affecter la participation financière pour 2023 en faveur des syndicats mixtes d'aménagement et de gestion des parcs naturels régionaux du Gâtinais français, de la Haute Vallée de Chevreuse, de Oise – Pays de France et du Vexin français, soit un montant total **3 584 725 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement des PNR ».

## **7 Suppression de l'obligation de signer une convention de financement pour les subventions inférieures à 23 000 €**

Ce rapport propose en outre, dans un souci de simplification pour les bénéficiaires et afin de fluidifier le versement des subventions, de supprimer l'obligation de signer une convention de financement pour toutes les subventions dont le montant est inférieur à 23 000 €, dans le cadre du dispositif « Petites villes de demain ».

Toutefois, les obligations contractuelles mentionnées dans les conventions-types adoptées pour ces dispositifs demeurent pour tous les bénéficiaires. Pour les opérations dont le montant de subvention est inférieur à 23 000 €, elles seront précisées dans les courriers de notification des aides.

## **8 Incidence sur les conventions suite à l'adoption de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022**

Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 25 JANVIER 2023**

#### **POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DES TERRITOIRES RURAUX - CONTRATS RURAUX - COMMERCE DE PROXIMITÉ - PETITES VILLES DE DEMAIN - PNR : 1ÈRE AFFECTATION 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le Traité instituant la Communauté européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et notamment son article 78 ;

**VU** le décret du 30 juillet 2008 portant classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

**VU** le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

**VU** le décret n° 2017-1156 du 10 juillet 2017 relatif aux parcs naturels régionaux ;

**VU** le décret n° 2018-750 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

**VU** le décret n° 2018-751 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Gâtinais français ;

**VU** le décret n° 2018-752 du 28 août 2018 portant prorogation du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** le décret n° 2018-1194 du 20 décembre 2018 modifiant le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant classement du parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

**VU** le décret n° 2021-34 du 18 janvier 2021 portant renouvellement de classement du Parc naturel régional Oise – Pays de France ;

**VU** le décret n° 2021-1418 du 29 octobre 2021 modifiant le décret n° 2011-465 du 27 avril 2011 portant renouvellement de classement du parc naturel régional du Gâtinais français ;

**VU** le décret n° 2022-490 du 5 avril 2022 modifiant le décret n° 2011-1430 du 3 novembre 2011 portant classement du parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse ;

**VU** la délibération n° CR 125-07 du 16 novembre 2007 portant renouvellement du classement du Parc naturel régional du Vexin français ;

**VU** la délibération n° CR 53-10 du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relative au Parc naturel régional du Gâtinais

français : approbation du projet de charte révisée et renouvellement du classement du parc ;

**VU** la délibération n° CR 02-11 A du 10 février 2011 portant approbation du projet de charte révisée du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse et demande de renouvellement de classement ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 portant doublement des aides aux territoires ruraux ;

**VU** la délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 modifiée portant mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, et contribution des parcs naturels régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural ;

**VU** la délibération n° CP 16-622 du 16 novembre 2016 portant affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle et aux dispositions pour achèvement d'opérations diverses en faveur des territoires ruraux - Troisième affectation 2016 ;

**VU** la délibération n° CR 200-16 du 17 novembre 2016 portant approbation du nouveau contrat rural (CoR) ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CP 2018-505 du 21 novembre 2018 relative aux nouveaux contrats ruraux - Sixième affectation sur le dispositif pour 2018 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux et anciens dispositifs ruraux – Première affectation 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-260 du 18 juillet 2019 relative aux contrats ruraux : nouveaux et anciens dispositifs –Avenant - quatrième affectation de 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux – cinquième affectation de 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 relative aux nouveaux contrats ruraux – sixième affectation de 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 relative aux contrats ruraux : anciens et nouveaux dispositifs - Avenant – 1<sup>ère</sup> affectation 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-044 du 4 mars 2020 relative à la rémunération des stagiaires et frais de gestion 1<sup>ère</sup> affectation, convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) ;

**VU** la délibération n° CP 2020-091 du 4 mars 2020 relative aux contrats ruraux : Nouveaux dispositifs - Avenant – 2<sup>ème</sup> rapport 2020 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-173 du 27 mai 2020 relative aux contrats ruraux : Nouveaux dispositifs – Avenants - 3<sup>ème</sup> rapport de l'année 2020 - Commerces de proximité en milieu rural : 2<sup>ème</sup> affectation 2020 – Acquisition de la ferme de Beaurain au Mesnil-Saint-Denis ;



**VU** la délibération n° CP 2020-340 du 23 septembre 2020 relative aux contrats ruraux : avenants et 5<sup>ème</sup> affectation 2020 (relatif à l'avenant type - convention type COR) ;

**VU** la délibération n° CR 2020-043 du 24 septembre 2020 portant adoption des orientations régionales relatives aux contrats des PNR 2021-2023 et engagement de la procédure de classement du PNR de la Brie et des deux Morin ;

**VU** la délibération n° CP 2021-012 du 21 janvier 2021 relative aux contrats ruraux : ancien et nouveau dispositif, avenants et 1<sup>ères</sup> affectations 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-031 du 21 janvier 2021 relative au PNR : contrats de parc 2021-2023, frais de structure 2021 et charte du PNR du Vexin français – 1<sup>ère</sup> affectation 2021 : commerces de proximité et bâti rural agricole ;

**VU** la délibération n° CP 2021-157 du 1<sup>er</sup> avril 2021 relative à l'agriculture et ruralité : Mise en œuvre du pacte agricole -Soutien aux PNR – Commerces de proximité – Bois Biosourcé -Contrats ruraux ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-052 du 21 juillet 2021 « Lutter contre les fractures » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 relative l'agriculture et ruralité – Soutien aux PNR – Commerces de proximité – Bati agricole en milieu rural – contrat ruraux ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 relative au contrat d'aménagement régional (CAR) et contrat régional territorial (CRT) : 4<sup>ème</sup> affectation pour 2021 et avenant – signalétique régionale ;

**VU** la délibération n° CR 2021-024 du 23 septembre 2021 portant pour les PNR du Gâtinais français et PNR de la haute Vallée de Chevreuse, engagement des procédures de renouvellement de classement ;

**VU** la délibération n° CP 2021-430 du 19 novembre 2021 relative aux contrats ruraux : Nouveau dispositif et avenants, 5<sup>ème</sup> affectation 2021 - Inondations – Commerces de proximité – PNR ;

**VU** la délibération n° CP 2021-500 du 19 novembre 2021 approuvant le partenariat entre le conseil régional d'Île-de-France et la Caisse des dépôts et consignations pour la mise en œuvre du programme national Petites villes de demain ;

**VU** la délibération n° CP 2022-102 du 23 mars 2022 relative aux commerces de proximité - contrats ruraux COR - 2<sup>ème</sup> affectation 2022-PNR frais de structure- programme d'action 2022 et révision de la charte du Gâtinais français

**VU** la délibération n° CP 2022-148 du 23 mars 2022 approuvant le règlement d'intervention du dispositif « Petites villes de demain » et la convention type de financement associée ;

**VU** la délibération n° CR 2022-030 du 18 mai 2022 relative aux actions régionales face à la guerre en Ukraine – 2<sup>ème</sup> rapport ;

**VU** la délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 portant modification du règlement

d'intervention du nouveau contrat rural (CoR) ;

**VU** la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant approbation du contrat de plan État-Région 2021-2027 ;

**VU** la délibération n° CR 2022-047 du 6 juillet 2022 portant adoption du référentiel budgétaire et comptable M57 et expérimentation du compte financier unique (CFU) ;

**VU** la délibération n° CP 2022-348 du 23 septembre 2022 relative aux affectations pour les commerces de proximité, Contrats ruraux (COR), Petites villes de demain et filières bois-biosourcés – Approbation d'une charte forestière ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la convention-cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la période de programmation 2014-2022 signée le 11 décembre 2015 et ses avenants ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** le rapport n°CP 2023-023 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des entreprises et détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **384 927 €**.

Décide de participer, au titre du dispositif « **Sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural** », au financement des projets portés par des communes et détaillés en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel **395 460 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur ou égal à 23 000 € à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-468 du 21 septembre 2016 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant total de **780 387 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme 154001 « Politiques contractuelles,

aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400103 « Sauvegarde des commerces de proximité » du budget 2023.

### **Article 2 :**

Décide de supprimer l'obligation de signer une convention de financement pour toutes les subventions dont le montant est inférieur à 23 000 €, dans le cadre du dispositif « Petites villes de demain » dont le règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CP 2022-148 du 23 mars 2022 susvisée.

### **Article 3 :**

Décide, au titre du dispositif « **Petites villes de demain** », de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 10 888 €.

Subordonne le versement des subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2022-148 du 23 mars 2022 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **10 888 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400101 « Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural », du budget 2023.

### **Article 4 :**

Décide au titre du dispositif « **Nouveau contrat rural** » :

- d'une part, de conclure avec chaque collectivité citée dans le tableau récapitulatif figurant en annexe 3 à la présente délibération, pour les opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 4 à la présente délibération, un contrat rural conforme au nouveau contrat rural type approuvé par délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 susvisée ;
- d'autre part, de participer au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 5 à la présente délibération et inscrites dans les nouveaux contrats ruraux définis ci-dessus, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de 3 235 767,97 €.

Subordonne l'attribution de chaque subvention à la conclusion avec chaque collectivité maître d'ouvrage d'une convention conforme à la convention de réalisation type, approuvée par délibération n° CR 2022-023 du 6 juillet 2022 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme, d'un montant total de **3 235 767,97 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux », du budget 2023.

**Article 5 :**

Approuve les avenants aux nouveaux contrats ruraux concernant respectivement les communes de Chalifert (77), de Crisenoy (77), de Gouaix (77), du Plessis-Placy (77), du syndicat intercommunal d'équipement d'entretien et d'exploitation des nouveaux locaux scolaires de Laval-Salins (77), d'Aigremont (78), de Gressey (78), de Poigny-la-forêt (78), de La Boissière-école (78), de Saint-Illiers-le-Bois (78) de Corneilles-en-Vexin (95) et d'Epiais-les-Louvres (95) figurant en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

**Article 6 :**

Affecte **88 669 €** d'autorisations de programme en faveur de la commune de Saint-Illiers-le-Bois (78) dans le cadre de l'opération « *Aménagement d'un parc ludique intergénérationnel* » (dossier IRIS n° 22005490) disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux », du budget 2023.

**Article 7 :**

Décide de modifier les fiches projet présentées en annexe 6 à la présente délibération, au bénéfice de la commune de Moussy (91) pour les quatre opérations adoptées par délibération n° CP 2022-348 du 23 septembre 2022 susvisée.

**Article 8 :**

Décide d'octroyer un montant de 69 696,40 € au titre de l'opération « *rénovation de la mairie et des toilettes publiques* » présentée en annexe 7 à la présente délibération, inscrite au contrat rural conclu avec la commune de Larchant (77), approuvée par délibération n° CP 2018-505 du 21 novembre 2018 susvisée, suite à la recommandation du Médiateur de la région Île-de-France ;

Attribue à la Commune de Larchant une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 69 696,40 € au titre de l'opération « *rénovation de la mairie et des toilettes publiques* » ;

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention de financement spécifique figurant en annexe 7 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer ;

Affecte un montant de **69 696,40 €** d'autorisations de programme, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001) « Politiques contractuelles, aménagement et équipement de l'espace rural », action 15400104 « Contrats ruraux », du budget 2023.

**Article 9 :**

Décide de participer, au titre **du fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine**, au financement des projets portés par des communes rurales détaillés dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe 8 à la

présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de **5 000 €**, disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires et habitat », code fonctionnel 54 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP 54-001 (154001), action 15400101 « Fonds d'aménagement rural », du budget 2023.

#### **Article 10 :**

Approuve l'avenant n°1 aux contrats de parc 2021-2023 passé entre la région Île-de-France, l'Etat et les parcs naturels régionaux, figurant en annexe 9 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

#### **Article 11 :**

Décide au titre du « **soutien aux parcs naturels régionaux** », de participer au financement des frais de structure du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Gâtinais français détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 10 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 951 965 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **951 965 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2303 « PNR ».

#### **Article 12 :**

Décide au titre du « **soutien aux parcs naturels régionaux** », de participer au financement des frais de structure du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 10 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 050 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 050 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2303 « PNR ».

#### **Article 13 :**

Décide au titre du « **soutien aux parcs naturels régionaux** », de participer au financement des frais de structure du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional Oise – Pays de France détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 10 à la présente

délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 352 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **352 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2303 « PNR ».

#### **Article 14 :**

Décide au titre du « **soutien aux parcs naturels régionaux** », de participer au financement des frais de structure du syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional du Vexin français détaillé dans la fiche-projet figurant en annexe 10 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1 230 760 €.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **1 230 760 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme RE 76-002 (576002) « Parcs naturels régionaux », action 576002032 « Soutien au fonctionnement des PNR », du budget 2023.

Cette affectation relève du CPER 2021-2027, volet 2 « Biodiversité, qualité de l'air, énergie et économie circulaire », sous volet 23 « Biodiversité et préservation des milieux », projet 2303 « PNR ».

#### **Article 15 :**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets figurant en annexes 1, 2 et 4 à la délibération, par dérogation aux articles 17 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Fiches projets commerces**



**DOSSIER N° EX069108 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL DENIS DOUCEAU - Rénovation et équipement d'une boulangerie-pâtisserie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	239 942,25 € HT	21,17 %	50 800,00 €
Montant total de la subvention			50 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SARL DENIS DOUCEAU  
Adresse administrative : 29 RUE DU GENERAL LECLERC  
77370 NANGIS  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur DENIS DOUCEAU, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rénovation et équipement d'une boulangerie-pâtisserie.

**Dates prévisionnelles** : 12 février 2023 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et d'acquérir des équipements professionnels pour une boulangerie-pâtisserie située dans la commune rurale de Rubelles (2 854 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Ce projet est accompagné par la CMA de la Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 50 800 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 239 942,25 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 50 000 € (montant plafonné) ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :** NANGIS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	239 942,25	99,67%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,33%
Total	240 742,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région - travaux (sollicitée)	50 000,00	20,77%
Subvention Région - prestation intellectuelle (sollicitée)	800,00	0,33%
Emprunt bancaire	189 942,25	78,90%
Total	240 742,25	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069148 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - BREAD AND BIO GREEN - Réhabilitation d'un local et achat d'équipements pour ouverture d'une boulangerie bio**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	166 065,81 € HT	30,34 %	50 380,00 €
Montant total de la subvention			50 380,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BREAD AND BIO GREEN

Adresse administrative : 3 AV DES 3 NOYERS  
77950 RUBELLES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL FREMONDIERE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Réhabilitation d'un local et achat d'équipements pour ouverture d'une boulangerie bio.

**Dates prévisionnelles** : 7 septembre 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le début du mois de septembre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et d'acquérir des équipements professionnels en vue de l'ouverture d'une boulangerie bio dans la commune rurale de Rubelles (2 152 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne. Ce projet, porteur de 7 recrutements au démarrage, est accompagné par la CMA de la Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 50 380 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 165 265,81 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 49 580 € ;

- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CMA de Seine-et-Marne.

**Localisation géographique :**

 RUBELLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	165 265,81	99,52%
Achats d'études et prestations de services	800,00	0,48%
Total	166 065,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région - matériels, équipements et travaux (sollicitée)	49 580,00	29,86%
Subvention Région - prestation intellectuelle (sollicitée)	800,00	0,48%
Emprunt bancaire	85 685,81	51,60%
Autofinancement	30 000,00	18,07%
Total	166 065,81	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069184 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - RIAS - Achat d'un four à pain pour une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	28 000,00 € HT	30,00 %	8 400,00 €
Montant total de la subvention			8 400,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RIAS  
Adresse administrative : 14 ROUTE DE MANTES  
78124 MAREIL SUR MAULDRE  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur RICHARD ILDEVERT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Achat d'un four à pain pour une boulangerie.

**Dates prévisionnelles** : 3 octobre 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'acquisition et l'aménagement des équipements, dès le début du mois d'octobre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit d'acheter un nouveau four à pain, plus performant et moins énergivore, pour une boulangerie située dans la commune rurale de Mareil-sur-Mauldre (1 732 habitants) dans le département des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 28 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 8 400 €.

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	28 000,00	100,00%
Total	28 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	8 400,00	30,00%
Autofinancement	19 600,00	70,00%
Total	28 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069204 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LMJ - Reprise du fonds de commerce d'un salon de coiffure**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	42 000,00 € HT	30,00 %	12 600,00 €
Montant total de la subvention			12 600,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LMJ

Adresse administrative : 18 PL DU MARECHAL LECLERC  
78980 BREVAL

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Madame LAETITIA LANNOU, Gérante

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Reprise du fonds de commerce d'un salon de coiffure.

**Dates prévisionnelles** : 23 septembre 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce dès le mois de septembre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un fonds de commerce aux fins de reprise d'un salon de coiffure situé dans la commune rurale de Bréval (1 829 habitants) dans le département des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 42 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 12 600 €.

**Localisation géographique :**

■ BREVAL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cession du fonds de commerce	42 000,00	100,00%
Total	42 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 600,00	30,00%
Autofinancement	29 400,00	70,00%
Total	42 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	5 000,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €



**DOSSIER N° EX069294 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - MAISON DECELLE - Rachat d'un fonds de commerce de boulangerie-pâtisserie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	270 000,00 € HT	18,52 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAISON DECELLE  
Adresse administrative : 5 RUE DE BEUVRON  
78350 JOUY EN JOSAS  
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées  
Représentant : Monsieur THIBAUT DECELLE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rachat d'un fonds de commerce de boulangerie-pâtisserie.

**Dates prévisionnelles** : 14 septembre 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce dès le mois de septembre 2022, afin d'assurer le démarrage du projet, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition d'un fonds de commerce aux fins de reprise d'une boulangerie-pâtisserie dans la commune rurale de Jouy-en-Josas (8 049 habitants) dans le département des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 270 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de subvention de 50 000 € (montant plafonné).

**Localisation géographique :**

📍 JOUY-EN-JOSAS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition du fonds de commerce	270 000,00	100,00%
Total	270 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	220 000,00	81,48%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	18,52%
Total	270 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069314 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL SPORTS CARBONE - Réhabilitation d'un local pour ouverture d'un point de vente de vélos**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	65 335,87 € HT	31,22 %	20 401,00 €
Montant total de la subvention			20 401,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SARL SPORTS CARBONE  
Adresse administrative : 7 AVENUE DE GANAY  
91490 MILLY LA FORET  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur VINCENT GAMBOA, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Réhabilitation d'un local pour ouverture d'un point de vente de vélos.

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement d'un local en vue de l'ouverture d'un magasin de vente et réparation de vélos situé dans la commune rurale de Milly-la-Forêt (4 727 habitants) dans le département de l'Essonne, au sein du PNR du Gâtinais français.


Ce projet est accompagné par la CCI de l'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total de la subvention s'élève à 20 401 € et se décompose de la manière suivante :

- un montant total des investissements éligibles de 65 335,87 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 19 601 € ;
- un montant forfaitaire de 800 € correspondant à la prestation d'ingénierie déployée par la CCI de l'Essonne.

**Localisation géographique :** MILLY-LA-FORET**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	65 335,87	98,79%
Achats d'études et prestations de services	800,00	1,21%
Total	66 135,87	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	45 734,87	69,15%
Subvention Région (sollicitée)	19 601,00	29,64%
Subvention Région - prestation ingénierie (sollicitée)	800,00	1,21%
Total	66 135,87	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069462 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - AUX SAVEURS DU VIEUX VILLAGE - Equipement et modernisation d'un commerce d'épicerie fine-traiteur**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	11 009,50 € HT	30,00 %	3 303,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		3 303,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AUX SAVEURS DU VIEUX VILLAGE

Adresse administrative : 32 RUE ANDRE LE BOURBLANC  
78590 NOISY LE ROI

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame CAROLINE SIEULLE, Président

<wwf éz&é

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Equipement et modernisation d'un commerce d'épicerie fine-traiteur.

**Dates prévisionnelles** : 22 septembre 2022 - 31 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'acquisition et l'aménagement des équipements, dès le début du mois de septembre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition et d'aménagement d'équipements professionnels pour un commerce de bouche, épicerie fine et traiteur, situé dans la commune rurale de Noisy-le-Roi (7 920 habitants) dans les Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 11 009,50 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 3 303 €.

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	11 009,50	100,00%
Total	11 009,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 303,00	30,00%
Autofinancement	7 706,50	70,00%
Total	11 009,50	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	1 200,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069473 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - L'ATELIER DU GLANEUR - Travaux d'aménagement et achat d'équipements pour l'ouverture d'une fleuristerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	24 697,38 € HT	30,00 %	7 409,00 €
Montant total de la subvention			7 409,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : L'ATELIER DU GLANEUR

Adresse administrative : 76 GRANDE RUE  
77480 BRAY SUR SEINE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur MATHIEU DALLA RIVA, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux d'aménagement et achat d'équipements pour l'ouverture d'une fleuristerie.

**Dates prévisionnelles** : 10 octobre 2022 - 28 février 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements dès le mois d'octobre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et d'acquérir des équipements professionnels pour une fleuristerie située dans la commune rurale de Bray-sur-Seine (2 325 habitants) dans le département de la Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 24 697,38 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 7 409 €.

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	24 697,38	100,00%
Total	24 697,38	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	7 409,00	30,00%
Autofinancement	17 288,38	70,00%
Total	24 697,38	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	1 672,23 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €



**DOSSIER N° EX069659 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - LA SUITE DE CHAUD PAIN - travaux de réhabilitation d'une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	187 759,00 € HT	26,63 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LA SUITE DE CHAUD PAIN

Adresse administrative : 46 GRANDE RUE  
78550 HOUDAN

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JEAN-LUC LEGRAND, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de réhabilitation d'une boulangerie

**Dates prévisionnelles** : 13 octobre 2022 - 30 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois d'octobre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de réhabilitation, d'aménagement et d'acquisition d'équipements professionnels pour une boulangerie située dans la commune rurale de Houdan (3 671 habitants) dans le département des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 187 759 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de subvention de 50 000 € (montant plafonné).

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	187 759,00	100,00%
Total	187 759,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	26,63%
Autofinancement	137 759,00	73,37%
Total	187 759,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069762 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - SARL THEO BROMA - Achats d'équipements professionnels pour modernisation d'une chocolaterie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	51 701,87 € HT	30,00 %	15 511,00 €
Montant total de la subvention			15 511,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SARL THEO BROMA  
Adresse administrative : 10 RUE DE CHOLLET  
78740 EVECQUEMONT  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur ABDEL AZIZ EL BAIZ, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Achats d'équipements professionnels pour modernisation d'une chocolaterie.

**Dates prévisionnelles** : 15 mai 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit d'acquérir des équipements professionnels pour une chocolaterie située dans la commune rurale d'Evèquemont (793 habitants) dans le département des Yvelines, au sein du PNR du Vexin Français.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 51 701,87 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 15 511 €.

**Localisation géographique :**

📍 EVECQUEMONT

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	51 701,87	100,00%
Total	51 701,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	15 511,00	30,00%
Auto-financement	36 190,87	70,00%
Total	51 701,87	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	18 006,61 €
2021	0,00 €
2020	6 414,77 €

**DOSSIER N° EX069765 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - BOUSSY OPTIC & AUDITION - Achat d'équipements professionnel pour modernisation d'un commerce d'optique**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	76 000,00 € HT	30,00 %	22 800,00 €
Montant total de la subvention			22 800,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BOUSSY OPTIC & AUDITION  
Adresse administrative : 6 ESP DE LA FERME  
91800 BOUSSY SAINT ANTOINE  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur AMINE BOUKHEDIMI, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Achat d'équipements professionnel pour modernisation d'un commerce d'optique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 10 juin 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commencer l'acquisition des équipements, dès le début du mois de janvier 2023, avant la commission permanente du 25 janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux et d'acquérir des équipements professionnels pour la modernisation d'un commerce d'optique situé dans la commune rurale de Boussy-Saint-Antoine (7 983 habitants) dans le département de l'Essonne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 76 000 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 22 800 €.

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	76 000,00	100,00%
Total	76 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	22 800,00	30,00%
Autofinancement	53 200,00	70,00%
Total	76 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX069766 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - AMDC2 - Rénovation et achat d'équipements pour une boulangerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	144 410,00 € HT	30,00 %	43 323,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		43 323,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AMDC2

Adresse administrative : 15 RUE DU CENTRE  
78650 BEYNES

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur Antoni D'ANDREA, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Rénovation et achat d'équipements pour une boulangerie.

**Dates prévisionnelles** : 5 septembre 2022 - 30 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer la continuité de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir démarrer les travaux et l'acquisition des équipements, dès le début du mois de septembre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux d'aménagement et d'acquérir des équipements professionnels pour une boulangerie située dans la commune rurale de Beynes (7 618 habitants) dans le département des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 144 410 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de 43 323 €.

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	144 410,00	100,00%
Total	144 410,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	43 323,00	30,00%
Autofinancement	101 087,00	70,00%
Total	144 410,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €



**DOSSIER N° EX069768 - Aide aux commerces de proximité en milieu rural - POISSONNERIE VSAH  
- Travaux de rénovation d'un local pour ouverture d'une poissonnerie**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural (n° 00000971)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-20421-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	304 820,00 € HT	16,40 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : POISSONNERIE VSAH  
Adresse administrative : 12 R RUE DE CHEVRELOUP  
78590 NOISY LE ROI  
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée  
Représentant : Monsieur STEPHANE MATEUS, Gérant

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Travaux de rénovation d'un local pour ouverture d'une poissonnerie.

**Dates prévisionnelles** : 17 octobre 2022 - 30 mars 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin d'assurer le démarrage de l'activité, le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir commercer les travaux, dès le début du mois d'octobre 2022, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit de mener des travaux de rénovation d'un local en vue de l'ouverture d'une poissonnerie située dans la commune rurale de Noisy-le-Roi (7 635 habitants) dans le département des Yvelines.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 304 820 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 30 %, soit un montant maximum de subvention de 50 000 € (montant plafonné).

**Localisation géographique :**

■ NOISY-LE-ROI

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	304 820,00	100,00%
Total	304 820,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	50 000,00	16,40%
Emprunt bancaire	254 820,00	83,60%
Total	304 820,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :**

Année	Montant des aides publiques
2022	0,00 €
2021	0,00 €
2020	0,00 €

**DOSSIER N° EX070029 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE D'ECOUEN (95) - Acquisition et rénovation d'un bâtiment commercial**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041482-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	312 779,00 € HT	47,96 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ECOUEN  
Adresse administrative : 9 PLACE DE LA MAIRIE  
95440 ECOUEN  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Catherine DELPRAT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 juin 2022 - 31 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le bénéficiaire a sollicité la possibilité de pouvoir acquérir le fonds de commerce dès le mois de juin 2022, afin d'assurer le démarrage du projet, avant la commission permanente de janvier 2023.

**Description :**

Il s'agit d'un projet d'acquisition et de rénovation d'un bâtiment pour permettre de développer une offre commerciale de proximité situé dans la commune rurale d'Ecouen (7 125 habitants) dans le Val d'Oise.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 312 779 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit un montant maximum de subvention de 150 000 € (montant plafond)

**Localisation géographique :**

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière ou immobilière	192 200,00	61,45%
Achats de matériels, équipements et travaux	118 779,00	37,98%
Achats d'études et prestations de services	1 800,00	0,58%
Total	312 779,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Département (sollicitée)	100 223,00	32,04%
Subvention Région (sollicitée)	150 000,00	47,96%
Autofinancement	62 556,00	20,00%
Total	312 779,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070099 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE DE VILLIERS SUR ORGE - Construction d'une halle de marché couvert**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041482-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	714 546,63 € HT	20,00 %	142 910,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		142 910,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SUR ORGE  
Adresse administrative : 6 RUE JEAN JAURES  
91700 VILLIERS SUR ORGE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur STEPHANE LE CHENIC, Responsable de service

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Construction d'une halle de marché couvert

**Dates prévisionnelles** : 3 avril 2023 - 7 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**


Il s'agit de construire une halle de marché couverte dans la commune rurale de Villiers-sur-Orge (4 639 habitants) dans l'Essonne. Celle-ci contribuera à la dynamisation commerciale du cœur de ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 714 546,63 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 20 %, soit un montant maximum de 142 910 €.

Le taux d'intervention est de 20 % et non de 50 % afin de respecter un taux d'autofinancement de la commune de 30 % d'une part et la subvention du département de l'Essonne de 347 300 € d'ores et déjà voté par l'assemblée délibérante du département de l'Essonne.

**Localisation géographique :** VILLIERS-SUR-ORGE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	611 441,00	85,57%
Achats d'études et prestations de services	103 105,63	14,43%
Total	714 546,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention département de l' Essonne	347 300,00	48,60%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	142 910,00	20,00%
Autofinancement	224 336,63	31,40%
Total	714 546,63	100,00%

**DOSSIER N° EX070105 - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural - COMMUNE D'AUFFARGIS - Acquisition de matériels, aménagement et stationnement liés à la construction d'un commerce**

**Dispositif** : Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural (n° 00000970)

**Délibération Cadre** : CR2021-052 du 21/07/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041482-154001-1700

Action : 15400103- Sauvegarde des commerces de proximité

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	205 100,44 € HT	50,00 %	102 550,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		102 550,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'AUFFARGIS

Adresse administrative : MAIRIE D'AUFFARGIS  
78610 AUFFARGIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DANIEL BONTE, Responsable administratif

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Acquisition de matériels, aménagement et stationnement liés à la construction d'un commerce multi-services bar tabac restaurant presse

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 1 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Il s'agit de réaliser des aménagements, notamment en matière de stationnements pour un commerce multi-services bar/tabac/restaurant/presse dans la commune rurale d'Auffargis (2 005 habitants) dans les Yvelines et le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 205 100,44 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 50 %, soit une subvention d'un montant maximum de 102 550 €.

**Localisation géographique :**

 AUFFARGIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	205 100,44	100,00%
Total	205 100,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	102 550,00	50,00%
Autofinancement	102 550,44	50,00%
Total	205 100,44	100,00%



## **Annexe 2 : Fiches projet petites Villes de demain**

**DOSSIER N° 22008332 - Etude de redynamisation commerciale - Commune d'Etrechy**

**Dispositif** : Petites villes de demain (n° 00001265)

**Délibération Cadre** : CP2021-500 du 19/11/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041411-154001-1700

Action : 15400101- Fonds d'aménagement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Petites villes de demain	5 400,00 € HT	35,00 %	1 890,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 890,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE ETRECHY

Adresse administrative : PLACE CHARLES DE GAULLE  
91580 ETRECHY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JULIEN GARCIA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 21 septembre 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Cette étude s'inscrit dans le cadre du programme Petites villes de demain. Les délais pour la signature de la convention cadre valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) prévue dans ce cadre étant projetés fin d'année 2022, la commune sollicite un démarrage anticipé.

**Description :**

L'étude consiste à analyser l'armature commerciale locale afin de mieux connaître le fonctionnement du tissu de proximité et son potentiel de développement.

Cette étude sera réalisée en 3 phases :

- un diagnostic de l'armature commerciale : inventaire et analyse fonctionnelle (dynamisme, polarisation, concurrence, ...) ;
- une analyse des comportements d'achats ;
- une analyse du potentiel d'implantation d'une nouvelle activité.

**Détail du calcul de la subvention :**

Il est proposé d'engager le cofinancement de la Banque des territoires à hauteur de 1 890 € dans un plan de financement de 5 400 € HT, soit 35 % du coût de la mission, en cofinancement avec la commune (65 %).

**Localisation géographique :**

 ETRECHY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de redynamisation commerciale	5 400,00	100,00%
Total	5 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (pour la Banque des territoires)	1 890,00	35,00%
Commune d'Etrechy	3 510,00	65,00%
Total	5 400,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008560 - Etude sur les mobilités - Commune du Chatelet-en-Brie**

**Dispositif** : Petites villes de demain (n° 00001265)

**Délibération Cadre** : CP2021-500 du 19/11/2021

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041411-154001-1700

Action : 15400101- Fonds d'aménagement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Petites villes de demain	20 450,00 € HT	44,00 %	8 998,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		8 998,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DU CHATELET-EN-BRIE

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE  
77820 LE CHATELET EN BRIE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Patricia TORCOL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 17 octobre 2022 - 1 avril 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Cette étude s'inscrit dans le cadre du programme Petites villes de demain. Les délais pour la signature de la convention cadre valant Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) prévue dans ce cadre étant projetés fin 2022, la collectivité sollicite un démarrage anticipé.

**Description :**

L'étude consiste à élaborer une stratégie de mobilité à l'échelle de la commune afin d'accompagner l'évolution des pratiques de mobilité.

Celle-ci se décompose en 3 phases :

- la réalisation d'un état des lieux du fonctionnement de l'ensemble des éléments du système de mobilité : transports en commun, schéma cyclable, stationnement, aires de livraisons, etc. ;
- la proposition d'un schéma des mobilités ;
- la rédaction d'un plan d'action opérationnel.

**Détail du calcul de la subvention :**

Il est proposé d'engager le cofinancement de la Banque des territoires à hauteur de 8 998 € dans un plan de financement de 20 450 € HT, soit 44 % du coût de la mission, en cofinancement avec la collectivité (56 %).

**Localisation géographique :** LE CHATELET-EN-BRIE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude sur les mobilités	20 450,00	100,00%
Total	20 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France (pour la Banque des territoires)	8 998,00	44,00%
Commune du Chatelet-en-Brie	11 452,00	56,00%
Total	20 450,00	100,00%

## **Annexe 3 : Tableau récapitulatif COR**

NOUVEAUX CONTRATS RURAUX

CP 2023-023

COLLECTIVITES	FICHES PROJETS	OPERATIONS SUBVENTIONNEES	DOTATIONS/ AFFECTATIONS EN €
77 SEINE ET MARNE			
BEAUVOIR	EX069806	Restauration de la toiture, de la voute de la nef et du collatéral de l'église Notre-Dame de l'Assomption	99 277,77
		Total subvention	99 277,77
ECHOUBLOULAINS	EX069657	Réfection de l'éclairage public	36 268,00
	23000003	Réhabilitation de la salle polyvalente	3 336,83
		Total subvention	39 604,83
FONTENAILLES	EX069656	Aménagement de voies communales	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
GIREMOUTIERS	EX069216	Réhabilitation de l'église	62 768,57
	22008725	Réhabilitation de la mairie	14 000,00
	22008726	Aménagement de la rue Pierre Levée (RD44) et rue de la Corbeville	68 600,00
		Total subvention	145 368,57
LESCHEROLLES	EX066520	Réaménagement de la mairie	109 512,00
	22008869	Création d'un parc de loisirs	38 488,00
	22008870	Création d'un terrain multisports	34 940,00
		Total subvention	182 940,00
LUMIGNY NESLES ORMEAUX	EX069215	Construction d'un bâtiment pour les services techniques	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
MACHAULT	EX069460	Création d'une école élémentaire	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
MEIGNEUX	EX069219	Aménagement de voies communales (rue de l'Auxence, rue du Marin, rue de la Grimpette)	138 000,00
	23000010	Aménagement d'une aire de jeux	13 238,10
		Total subvention	151 238,10
MONTOLIVET	EX069111	Réhabilitation de la mairie et de l'école	4 000,00
	22008774	Réfection du lavoir	12 012,00
	22008775	Création d'une aire de loisirs	71 148,00
	22008776	Installation d'une réserve incendie	60 102,00
		Total subvention	147 262,00
QUIERS	EX069110	Aménagement de voies communales dans le bourg et au hameau de la Fermeté	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
THIEUX	EX069461	Construction de la maison des associations et aménagement des abords	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
78 YVELINES			
HERMERAY	EX067408	Réhabilitation, mise aux normes, rénovation thermique et énergétique de la salle des fêtes	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
LES MESNULS	EX069810	Aménagement du centre du village	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
ORCEMONT	EX069759	Extension de la cantine scolaire et aménagement des abords	138 938,00
	22008734	Aménagements des abords et de la voie d'accès de l'accueil périscolaire et la bibliothèque	17 784,00
		Total subvention	156 722,00
ORVILLIERS	EX069808	Aménagement d'un parc ludique des sports	100 000,00
	22008743	Réfection et aménagement de la cour d'école	20 000,00
	22008744	Requalification du centre bourg	80 000,00
		Total subvention	200 000,00
TILLY	EX067974	Réhabilitation et reconversion d'un ensemble bâti communal	200 000,00
		Total subvention	200 000,00
VILLETTE	EX069683	Reconversion d'une salle de classe en salle associative	68 919,00
	22008597	Reconversion d'une salle associative en logement	43 506,00
	22008598	Enfouissement de réseaux et éclairage public	38 812,00
		Total subvention	151 237,00
91 ESSONNE			
BOISSY LE CUTTE	EX069991	Construction d'un hangar pour les services techniques	81 261,60
	22008762	Aménagement de voirie, ruelle Godard	44 329,60
	22008763	Aménagement du pôle santé et agrandissement parking	7 368,80
	22008764	Equipement d'une aire de jeux	16 464,40
	22008765	Réfection de la toiture de la salle des fêtes	21 117,20
	Total subvention	170 541,60	
CHAMARANDE	EX069777	Aménagement de la salle du conseil et travaux de mise en conformité	97 782,40
		Total subvention	97 782,40
95 VAL D'OISE			
CHERENCE	22008727	Réaménagement du cimetière et de ses abords	23 725,83
	EX069748	Réfection de voirie et création de trottoirs à l'entrée de village	35 521,71
	22008728	Création d'un abri et d'un accès PMR dans le jardin communal pédagogique	5 918,16
	22008729	Remplacement des fenêtres de la mairie	9 860,00
	22008730	Remplacement de la cuve incendie et réfection du terrain de pétanque situés au foyer rural	18 768,00
	Total subvention	93 793,70	
TOTAL GENERAL			3 235 767,97

## **Annexe 4 : Fiches projet COR**



**DOSSIER N° EX069806 - COR - RESTAURATION EGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION  
(TOITURE, VOUTES ET COLLATERAL) - COMMUNE BEAUVOIR (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	248 194,42 € HT	40,00 %	99 277,77 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		99 277,77 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BEAUVOIR

Adresse administrative : RUE DU FIEF  
77390 BEAUVOIR

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Patricia CASIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Beauvoir (195 habitants-INSEE 2019) propose de restaurer l'église Notre-Dame de l'Assomption, située sur la place du village.

Le projet porte sur la restauration des toitures et des voûtes de la nef et du collatéral.

Les travaux comprennent la dépose des tuiles et des bois altérés, la consolidation et le nettoyage des charpentes et la réfection à neuf de la couverture en tuiles plates.

Les plâtres et les chevrons des voûtes seront rénovés et de la chaux de couleur ocre sera appliquée par badigeon.

Un nouvel éclairage par bandeaux de LED est également prévu.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 248 194,42 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ BEAUVOIR

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	221 998,59	89,45%
Honoraires et études	26 195,83	10,55%
Total	248 194,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	99 277,77	40,00%
Département de Seine-et-Marne (77)	74 458,33	30,00%
Commune	74 458,32	30,00%
Total	248 194,42	100,00%

**DOSSIER N° EX069657 - COR - REHABILITATION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - COMMUNE ECHOUBOULAINS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)  
**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022  
**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700  
Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	90 670,00 € HT	40,00 %	36 268,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		36 268,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ECHOUBOULAINS  
Adresse administrative : 3 PLACE DE LA RESISTANCE  
77830 ECHOUBOULAINS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Mathias VIGIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2025  
Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Echouboulains (563 habitants-INSEE 2019) souhaite réhabiliter son éclairage public, dans un souci d'économie d'énergie et de mise aux normes environnementales .

Ce projet comprend le remplacement de 109 points lumineux, ainsi que la mise aux normes des armoires électriques.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 90 670 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 ECHOUBOULAINS

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	90 670,00	100,00%
Total	90 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	36 268,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne	27 201,00	30,00%
Commune	27 201,00	30,00%
Total	90 670,00	100,00%

**DOSSIER N° 23000003 - COR - REHABILITATION DE LA SALLE ROLAND DUFOUR - COMMUNE ECHOUBOULAINS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	8 342,07 € HT	40,00 %	3 336,83 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		<b>3 336,83 €</b>

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ECHOUBOULAINS

Adresse administrative : 3 PLACE DE LA RESISTANCE  
77830 ECHOUBOULAINS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Mathias VIGIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Echouboulains (557 habitants-INSEE 2019) souhaite réhabiliter la salle polyvalente Roland Dufour.

Actuellement, le chauffage de celle-ci est défaillant et énergivore.

Il s'agit de le remplacer par une pompe à chaleur réversible. Cette installation permettra de réduire les coûts de fonctionnement de cette salle et d'améliorer le confort pour ses utilisateurs

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 8 342,07 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 ECHOUBOULAINS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	8 342,07	100,00%
Total	8 342,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	3 336,83	40,00%
Département de Seine-et-Marne	2 502,62	30,00%
Commune	2 502,62	30,00%
Total	8 342,07	100,00%

**DOSSIER N° EX069656 - COR - AMENAGEMENT DE VOIRIES COMMUNALES - COMMUNES DE FONTENAILLES (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAILLES  
Adresse administrative : 63 RUE MAURICE WANLIN  
77370 FONTENAILLES  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Ghislaine HARSCOET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Fontenailles (1 065 habitants-INSEE 2019) souhaite réaliser des travaux d'aménagement sur deux voies communales : la route de Villefermoy et la rue de la Place Chaude.

La route de Villefermoy relie le centre de la commune à un massif forestier. Suite à la création d'un lotissement, il apparaît que la circulation des piétons ne peut se faire en toute sécurité. Les accotements existants ne permettent pas une continuité piétonnière.

Le projet consiste à créer un trottoir, entre la rue de la Mare aux Cannes et l'avenue Raymond Leclerc. L'aménagement comprend la mise en place de bordures, la création d'une noue paysagère et d'un cheminement piétonnier revêtu d'un enrobé bitumeux noir. La chaussée actuelle sera élargie.

La rue de la Place Chaude à l'entrée de la commune a été renforcée à plusieurs reprises. La circulation est à double sens et aucun trottoir ne permet de sécuriser la circulation des piétons vers le centre bourg. La couche de roulement est vétuste et les accotements endommagés.

Le projet prévoit la création d'un trottoir en béton désactivé. La chaussée sera calibrée à 5 mètres et revêtue d'un tapis en enrobé bitumeux noir.

Des rétrécissements ponctuels seront aménagés. La vitesse sera limitée à 30 km/h. Le projet comprend également la création de places de stationnement, dont une place PMR. Enfin, un aménagement paysager sera créé avec la plantation d'arbres et de végétaux type vivaces et graminées.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 532 850,42 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ FONTENAILLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	481 200,82	90,31%
Honoraires et études	51 649,60	9,69%
Total	532 850,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	37,53%
Département de Seine-et-Marne	150 000,00	28,15%
Commune	182 850,42	34,32%
Total	532 850,42	100,00%



**DOSSIER N° EX069216 - COR - REHABILITATION DE L'EGLISE - GIREMOUTIERS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	156 921,42 € HT	40,00 %	62 768,57 €
Montant total de la subvention			62 768,57 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE GIREMOUTIERS

Adresse administrative : 8 RUE DE CORBEVILLE  
77120 GIREMOUTIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves BRODARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 9 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, diagnostics architecturaux, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Giremoutiers (185 habitants - INSEE 2019) souhaite procéder à la rénovation de l'église Saint-Pierre, dont la toiture est en très mauvais état, ce qui a pour conséquence l'infiltration des eaux pluviales à l'intérieur de l'édifice.

Les murs se sont dégradés et des parties du plafond se sont effondrées. L'objectif de cette opération est de remettre en état ce patrimoine communal.

Les travaux consistent en la réfection complète de la couverture de l'église (versant sud) par le remplacement de tuiles plates sur la nef, la chapelle et la sacristie. De plus, une révision complète de la charpente sera réalisée. Un traitement insecticide et fongicide sera appliqué sur le bois.

Le projet comprend également la restauration des parements intérieurs, la réparation des sols de l'entrée, la réfection de l'emmarchement en pierre et des dalles funéraires du chœur. Les sols seront protégés par l'application d'huile de lin. Enfin, des bavettes en plomb seront posées en partie basse des vitraux.

L'État a accordé une subvention pour cette opération au titre de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) d'un montant de 51 155 €.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 230 000 € HT plafonné à 156 921,42 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ GIREMOUTIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	200 000,00	86,96%
Etudes	30 000,00	13,04%
Total	230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	62 768,57	27,29%
Département de Seine-et-Marne sollicitée	47 076,43	20,47%
Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) sollicité	51 155,00	22,24%
Commune	69 000,00	30,00%
Total	230 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008725 - COR - REHABILITATION DE LA MAIRIE - GIREMOUTIERS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	35 000,00 € HT	40,00 %	14 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		14 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE GIREMOUTIERS

Adresse administrative : 8 RUE DE CORBEVILLE  
77120 GIREMOUTIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves BRODARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Giremoutiers (185 habitants - INSEE 2019) souhaite procéder à la réhabilitation de la mairie, celle-ci n'ayant pas fait l'objet de travaux de rénovation depuis de nombreuses années.

Les murs sont fissurés et humides, une partie de l'escalier s'est effondrée et les sols sont abîmés.

Le projet porte sur la réhabilitation intérieure de la mairie (trois bureaux, le couloir, l'escalier et les sanitaires).

Les travaux comprennent la dépose du papier peint, la reprise des enduits, la pose de toile de verre sur les murs et les plafonds, la peinture des portes, des placards et des radiateurs. Les parquets seront rénovés, poncés et vitrifiés. Des plaques de plâtre seront déposées sur les murs des sanitaires, situés au rez-de-chaussée. La moquette des bureaux sera retirée et un nouveau parquet sera posé, les fenêtres et les volets seront remplacés.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 35 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ GIREMOUTIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	14 000,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne sollicité	10 500,00	30,00%
Commune	10 500,00	30,00%
Total	35 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008726 - COR - AMENAGEMENT DE LA RUE PIERRE LEVEE (RD44) ET DE LA RUE CORBEVILLE (VOIE COMMUNALE) - GIREMOUTIERS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	171 500,00 € HT	40,00 %	68 600,00 €
Montant total de la subvention			68 600,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE GIREMOUTIERS

Adresse administrative : 8 RUE DE CORBEVILLE  
77120 GIREMOUTIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Yves BRODARD, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 9 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Giremoutiers (185 habitants - INSEE 2019) souhaite sécuriser des voiries très passantes.

La RD 44 (rue Pierre Levée) qui traverse la commune est dépourvue de trottoirs ; seuls d'anciens pavés et un accotement en herbe permettent aux piétons de circuler. Les arrêts de cars ne respectent pas les normes PMR et la vitesse constatée en agglomération est élevée. La chaussée est déformée et le réseau d'assainissement pluvial défectueux. Les eaux de pluie inondent régulièrement les habitations voisines.

La mairie se situe rue de Corbeville. Les administrés se garent actuellement sur cette voie communale mais gênent la circulation.

Les travaux sur la RD 44 consistent à mettre en sécurité les piétons par l'aménagement de trottoirs, afin de créer une continuité piétonnière sur l'intégralité de la rue, dans le respect des normes d'accessibilité. Le projet prévoit l'installation de deux coussins berlinois en enrobé, afin de réduire la vitesse. Une mise aux normes des arrêts de bus est également envisagée.

De plus, de nouvelles canalisations seront installées, afin que les eaux de ruissellement s'orientent bien vers le ru, en partie basse de la rue Pierre Levée.

Les travaux rue de Corbeville prévoient la création d'une aire de stationnement de 8 places, proche de la mairie et de l'école. Cette partie de la voie sera limitée à 30 km/h. Les bennes à verres et à journaux, présentes sur l'enclave communale, seront déplacées.

L'ensemble du projet comprend également la mise en place des signalisations horizontales et verticales.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 171 500 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 GIREMOUTIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	164 500,00	95,92%
Etudes	7 000,00	4,08%
Total	171 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	68 600,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne sollicité	51 450,00	30,00%
Commune	51 450,00	30,00%
Total	171 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX066520 - COR - REAMENAGEMENT DE LA MAIRIE - COMMUNE DE  
LESCHEROLLES (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	273 780,00 € HT	40,00 %	109 512,00 €
Montant total de la subvention			109 512,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LESCHEROLLES

Adresse administrative : 45 RUE NOTRE-DAME  
77320 LESCHEROLLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrick ROBERT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 27 octobre 2020 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, diagnostics architecturaux, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Lescherolles (458 habitants-INSEE 2019) propose de réaménager la mairie qui présente des signes de vétusté et n'est plus fonctionnelle.

Le bâtiment abritait l'école qui a été transférée sur une autre commune dans le cadre du regroupement scolaire. Celle-ci occupait une grande partie du rez-de-chaussée et laissait peu de place pour les locaux administratifs de la mairie. La salle du Conseil et la salle de mariage se situent au 1er étage. Ce bâtiment ne répond pas aux normes d'accessibilité, ni aux besoins des élus. L'entrée actuelle du bâtiment est accessible par un escalier.

Le projet consiste à créer un accès pour les personnes à mobilité réduite sur le côté du bâtiment et à réaménager, au rez-de-chaussée, un bureau d'accueil du public, le bureau du maire, la salle du Conseil, un sanitaire PMR, une tisanerie ainsi qu'un espace de rangement dédié au personnel. Les travaux porteront également sur le ravalement des façades (sud-ouest et nord-ouest) et le remplacement de fenêtres anciennes, afin de garantir une bonne étanchéité. Enfin, la mise aux normes des garde-corps

sera réalisée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 273 780 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ LESCHEROLLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	253 500,00	92,59%
Honoraires et frais divers	20 280,00	7,41%
Total	273 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	109 512,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne	82 134,00	30,00%
Commune	82 134,00	30,00%
Total	273 780,00	100,00%



**DOSSIER N° 22008869 - COR - CREATION D'UN PARC DE LOISIRS - COMMUNE DE  
LESCHEROLLES (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	96 220,00 € HT	40,00 %	38 488,00 €
Montant total de la subvention			38 488,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LESCHEROLLES

Adresse administrative : 45 RUE NOTRE-DAME  
77320 LESCHEROLLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrick ROBERT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 27 octobre 2020 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, diagnostics architecturaux, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Lescherolles (458 habitants-INSEE 2019) propose de créer un parc de loisirs situé au cœur du centre historique du village, afin d'en faire un lieu de détente pour les habitants.

Le projet prévoit la création d'un parcours de santé, d'une aire de jeux pour les enfants et la rénovation des terrains de pétanque. Le petit terrain de football actuel sera supprimé au profit d'un terrain multisports réalisé sur un autre site communal.

Outre les activités ludiques, le parc offrira également un aménagement paysager composé de surfaces engazonnées, de prairies et de zones boisées alternant des plantations d'arbustes et d'arbres fruitiers d'essences locales.

Des bancs seront installés sur l'ensemble du parc et un sentier stabilisé permettra d'accéder aux différents sites.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 96 220 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ LESCHEROLLES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	91 800,00	95,41%
Honoraire	4 420,00	4,59%
Total	96 220,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 488,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne	28 866,00	30,00%
commune	28 866,00	30,00%
Total	96 220,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008870 - COR - CREATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS - COMMUNE DE LESCHEROLLES (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	87 350,00 € HT	40,00 %	34 940,00 €
Montant total de la subvention			34 940,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LESCHEROLLES

Adresse administrative : 45 RUE NOTRE-DAME  
77320 LESCHEROLLES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Patrick ROBERT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 27 octobre 2020 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, diagnostics architecturaux, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Lescherolles (458 habitants - INSEE 2019) propose de créer un terrain multisport sur un terrain situé rue de l'Église, dont elle est propriétaire, et ce, afin de créer pour les adolescents, un espace dédié au sport.

Le projet de 288 m<sup>2</sup> permettra la pratique du basketball, du football et du handball sur une plateforme en béton revêtue de résine.

Le terrain sera équipé d'une lisse et de filets pare-ballons d'une hauteur de 2,50 mètres.

L'ensemble sera complété par une table de ping-pong, des bancs, d'un point d'eau et d'un accès bitumé.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 87 850 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :** LESCHEROLLES**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Travaux	83 550,00	95,65%
Honoraires et études	3 800,00	4,35%
Total	87 350,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	34 940,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne	26 205,00	30,00%
Commune	26 205,00	30,00%
Total	87 350,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069215 - COR - CONSTRUCTION D'UN BATIMENT POUR LES SERVICES TECHNIQUES - LUMIGNY NESLES ORMEAUX (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LUMIGNY NESLES ORMEAUX  
Adresse administrative : 3 PLACE DE L'EGLISE  
77540 LUMIGNY NESLES ORMEAUX  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame Pascale LEVAILLANT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 23 août 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Lumigny-Nesles-Ormeaux (1 543 habitants - INSEE 2019) propose de construire un bâtiment dédié pour les services techniques.

Actuellement, les machines nécessaires à l'entretien courant sont soit stockées, pour les plus petites, dans un local jouxtant la mairie, soit dans un terrain, loué par la commune, situé à Pézarches. Ce stockage de plein air détériore, de manière prématurée, les machines et augmente le risque de vol. Deux agents techniques travaillent à temps complet pour entretenir la voirie, les espaces verts et les bâtiments communaux. Ils ne disposent pas d'espace dédié à l'entretien et au nettoyage des engins.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment de 270 m<sup>2</sup> pour le stockage du sel et des machines. Un atelier sera créé, à l'intérieur, et permettra de réparer le matériel et de stocker des produits fragiles (hors gel). L'isolation thermique maintiendra une température constante. L'entrée dans le bâtiment se fera par

de larges portes coulissantes. Un bardage en tôle laquée recouvrira l'ensemble du bâtiment.

Il est prévu, dans le cadre des travaux, de déplacer le nouveau bungalow (20 m<sup>2</sup>) du personnel. Ce dernier abrite les vestiaires du personnel, un réfectoire et des sanitaires avec une douche.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 553 697,50 € HT plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 LUMIGNY-NESLES-ORMEAUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	481 476,09	86,96%
Etudes	72 221,41	13,04%
Total	553 697,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	36,12%
Département de Seine-et-Marne	150 000,00	27,09%
Commune	203 697,50	36,79%
Total	553 697,50	100,00%

**DOSSIER N° EX069460 - COR - CREATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE - MACHAULT (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MACHAULT  
Adresse administrative : 24 RUE DES TROIS MAILLETS  
77133 MACHAULT  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Christian POTEAU, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : création d'une école primaire

**Dates prévisionnelles** : 30 janvier 2023 - 30 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Machault (800 habitants INSEE 2019) souhaite créer une école en réhabilitant des bâtiments déjà existants.

En effet, l'école de Machault accueille les classes de petite, moyenne et grande sections de maternelle, ainsi que les CP répartis en trois classes. Elle est installée dans les locaux de la mairie. L'implantation de cette dernière au niveau de la RD 227 est dangereuse et ne permet pas l'accès direct aux équipements sportifs. Par ailleurs, aucune extension n'est possible à cet endroit. L'école maternelle, construite en 1860, n'est donc plus adaptée aux besoins actuels.

Ce projet répond à l'évolution de la population prévue au PLU sur les vingt prochaines années. Le bâtiment réhabilité accueillera un groupe scolaire composé de trois classes maternelles, cinq classes élémentaires, deux dortoirs et d'une salle de motricité.  
D'une surface de 887 m², la nouvelle école pourra accepter 140 élèves environ.

Des panneaux photovoltaïques seront installés sur la toiture et les bâtiments seront dotés d'une isolation thermique permettant de limiter très fortement les consommations de chauffage.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 2 673 000 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MACHAULT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	500 000,00	18,71%
Travaux non éligibles	2 173 000,00	81,29%
Total	2 673 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	7,48%
Subvention Département (sollicitée)	150 000,00	5,61%
Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL)	1 331 100,00	49,80%
Commune	991 900,00	37,11%
Total	2 673 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX069219 - COR - AMENAGEMENTS DE VOIES COMMUNALES : RUE DE L'AUXENCE, RUE DE LA GRIMPETTE ET RUE DU MARIN -COMMUNE DE MEIGNEUX (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	345 000,00 € HT	40,00 %	138 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		138 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MEIGNEUX MAIRIE

Adresse administrative : 2 RUE DE L'EGLISE  
77520 MEIGNEUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE SAMSON, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 17 juin 2022 - 30 juin 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Meigneux souhaite réaliser des travaux d'aménagement sur trois voies communales : la rue de la Grimpette, la rue du Marin et la rue de l'Auxence.

La rue de la Grimpette est une voie, peu large à sens unique. Elle est bordée par des habitations et les accotements sont en herbe. L'eau de ruissellement dégrade fortement ces accotements. Cette voie est dépourvue de trottoir et son étroitesse ne permet pas d'en créer.

Le projet porte sur la pose de caniveaux en rive de chaussée qui seront raccordés aux grilles avaloirs existantes, afin que les eaux de ruissellement soient canalisées. Des bateaux et des bordures seront implantés. Pour sécuriser la circulation des piétons, la rue sera aménagée en zone de rencontre et mise en sens unique avec un contre sens cyclable. La voie sera ensuite rabotée et une finition en enrobé sera réalisée.

La rue du Marin se trouve en face de la rue de la Grimpette, en traversant la RD 62.

Cette voie est à double sens et sa largeur varie entre trois et quatre mètres. La couche de roulement montre des faiblesses, ses accotements sont en herbe et ses rives sont parfois érodées. Les eaux de pluies, non canalisées par les grilles d'évacuation, se déversent vers la route départementale. Le projet consiste à créer deux grilles avaloirs reliées au réseau et des caniveaux en rives de chaussée.

Les entrées d'habitations, sur le domaine public, seront renforcées avec de la grave. Un tapis d'enrobé avec couche d'accrochage sera posé sur l'ensemble de la rue, qui sera ensuite aménagée en zone de rencontre.

La rue de l'Auxence est bordée par le rû de l'Auxence et quelques habitations. Cette voie communale dessert aussi la station d'épuration. La chaussée et les accotements sont fortement dégradés. La circulation s'effectue sur une faible largeur ne facilitant pas les croisements. La vitesse est importante et les piétons, faute de trottoir, ne se déplacent pas en toute sécurité.

Le projet prévoit la pose de bavettes qui permettront de canaliser l'eau naturellement vers le rû. Un caniveau sera également installé. La tête de pont le long de ce rû sera refaite, afin qu'elle ne se dégrade plus. Des bordures seront posées, pour calibrer la voie et former une écluse. Au sein de celle-ci, un coussin berlinois sera installé, pour limiter la vitesse des véhicules. Un trottoir sera réalisé et la rue sera aménagée en zone de rencontre. Hors agglomération, quatre gares de croisement seront créées. La chaussée sera renforcée par la pose d'un tapis d'enrobé avec couche d'accrochage.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 345 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 MEIGNEUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	320 000,00	92,75%
Etudes	25 000,00	7,25%
Total	345 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	138 000,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne	103 500,00	30,00%
Commune	103 500,00	30,00%
Total	345 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23000010 - COR - AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE JEUX - COMMUNE DE MEIGNEUX  
(77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	33 095,25 € HT	40,00 %	13 238,10 €
Montant total de la subvention			13 238,10 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MEIGNEUX MAIRIE

Adresse administrative : 2 RUE DE L'EGLISE  
77520 MEIGNEUX

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE SAMSON, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Meigneux (234 habitants - INSEE 2019) propose d'aménager une nouvelle aire de jeux destinée aux enfants de 2 à 12 ans.

Celle déjà existante, située à proximité du stade et de la salle communale, présente des signes de vétusté et ne répond plus aux normes de sécurité. La nouvelle aire sera composée d'une structure multifonctions, d'un portique, de balançoires et d'un jeu à ressort. L'ensemble sera installé sur des dalles alvéolées.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 33 095,25 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MEIGNEUX

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	33 095,25	100,00%
Total	33 095,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 238,10	40,00%
Département de Seine-et-Marne	9 928,58	30,00%
Commune	9 928,57	30,00%
Total	33 095,25	100,00%

**DOSSIER N° EX069111 - COR - REHABILITATION DE LA MAIRIE ET DE L'ECOLE - COMMUNE DE MONTOLIVET (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	10 000,00 € HT	40,00 %	4 000,00 €
Montant total de la subvention			4 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTOLIVET

Adresse administrative : 8 RUE D'ONZO  
77320 MONTOLIVET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Lionel MOINIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réhabilitation de la mairie et de l'école

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Montolivet – (238 habitants - INSEE 2019) - propose de réhabiliter la mairie et l'école, regroupées au cœur du bourg.

Actuellement, les combles de ces deux bâtiments ne sont pas isolés. De même, les menuiseries de la mairie sont très vétustes.

Le projet prévoit :

- l'isolation des combles des deux bâtiments (pose d'un écran pare-vapeur et d'une couche de laine de verre).
- le remplacement des menuiseries de la mairie ;
- l'installation d'un double vitrage.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 10 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MONTOLIVET

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	4 000,00	40,00%
Département de Seine et Marne (77)	3 000,00	30,00%
Commune	3 000,00	30,00%
Total	10 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008774 - COR - REFECTION DU LAVOIR - COMMUNE DE MONTOLIVET (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	30 030,00 € HT	40,00 %	12 012,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		12 012,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTOLIVET

Adresse administrative : 8 RUE D'ONZO  
77320 MONTOLIVET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Lionel MOINIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Montolivet (238 habitants - INSEE 2019) propose la réfection du lavoir » situé au lieu-dit « les Aulnettes ». Celui-ci est représentatif du petit patrimoine rural mais est actuellement dans un état vétuste.

Le projet prévoit :

- la réhabilitation complète de l'édifice comprenant la maçonnerie, la charpente et la couverture ;
- le curage et le nettoyage du bassin ;
- l'installation d'une table de pique-nique.

Le choix des matériaux et la technique mise en œuvre pour la réalisation des travaux permettront une réfection soignée afin de préserver l'aspect initial du lavoir.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 30 030 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MONTOLIVET

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	30 030,00	100,00%
Total	30 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	12 012,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne (77)	9 009,00	30,00%
Commune	9 009,00	30,00%
Total	30 030,00	100,00%



**DOSSIER N° 22008775 - COR - CREATION D'UNE AIRE DE LOISIRS - COMMUNE DE MONTOLIVET (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	177 870,00 € HT	40,00 %	71 148,00 €
Montant total de la subvention			71 148,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTOLIVET

Adresse administrative : 8 RUE D'ONZO  
77320 MONTOLIVET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Lionel MOINIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réhabilitation de la mairie et de l'école

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Montolivet (238 habitants - INSEE 2019) propose de créer une aire de loisirs.

La commune possède trois terrains de tennis qui présentent des signes de vétusté et deviennent difficilement utilisables.

Le projet prévoit la suppression de deux des trois courts de tennis et la transformation du court conservé en terrain multisport sur lequel pourront être pratiqués le tennis, le basketball, le handball et le volley-ball.

Le terrain sera constitué de la dalle de béton existante rénovée et recouverte d'une résine colorée.

Une aire de jeux destinée aux enfants sera également créée, comprenant différents jeux.

Des aménagements extérieurs seront réalisés, cheminements, plantations, mobiliers urbains, tables de pique-nique, extension éclairage public.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 177 870 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :** MONTOLIVET**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Travaux	169 400,00	95,24%
Honoraires	8 470,00	4,76%
Total	177 870,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	71 148,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne (77)	53 361,00	30,00%
Commune	53 361,00	30,00%
Total	177 870,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008776 - COR - INSTALLATION D'UNE RESERVE INCENDIE - COMMUNE DE MONTOLIVET (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	150 255,00 € HT	40,00 %	60 102,00 €
Montant total de la subvention			60 102,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MONTOLIVET

Adresse administrative : 8 RUE D'ONZO  
77320 MONTOLIVET

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Lionel MOINIER, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réhabilitation de la mairie et de l'école

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Montolivet (238 habitants - INSEE 2019) - propose d'installer d'une réserve incendie.

Dans le cadre de ses pouvoirs de police administrative, le Maire doit prendre les mesures nécessaires pour prévenir les incendies. La commune doit donc veiller à ce que les services de secours aient à disposition une quantité d'eau de 120 m3.

Le projet prévoit la réalisation d'une citerne enterrée, alimentée par les eaux de pluie, qui pourra en tant que de besoin être également approvisionnée par le réseau d'eau potable.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 150 255 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MONTOLIVET

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	150 255,00	100,00%
Total	150 255,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	60 102,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne (77)	45 076,50	30,00%
Commune	45 076,50	30,00%
Total	150 255,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069110 - COR - AMENAGEMENT DE VOIES COMMUNALES DANS LE BOURG ET AU HAMEAU DE LA FERMETE - COMMUNE DE QUIERS (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE QUIERS

Adresse administrative : 7 RUE SAINT-MARTIN  
77720 QUIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Davy BRUN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 5 juillet 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Quiers (667 habitants) propose l'aménagement de voies communales dans le bourg et au hameau de la Fermeté.

Sur la rue Sainte-Hélène, située dans le bourg de Quiers, le seul trottoir disponible ne répond plus aux normes d'accessibilité. Les places de stationnement existantes et le parking sont par ailleurs en mauvais état.

Le projet prévoit la création d'un trottoir, d'un arrêt de car sécurisé au droit de l'école, de la mise en accessibilité de l'accès à l'école et de la mise aux normes du parking avec la création de places PMR.

La rue de Grandville située au sein du hameau de la Fermeté, est dégradée et dépourvue de trottoir. Les quatre arrêts de bus disponibles ne sont pas accessibles aux PMR.

Le projet consiste à créer des trottoirs sur toute la voie et à mettre aux normes les arrêts de bus.

La rue de Granville sera également renforcée et mise en impasse, rendant ainsi tout le hameau accessible.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 QUIERS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	430 000,00	86,00%
Etudes	70 000,00	14,00%
Total	500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	40,00%
Département de Seine-et-Marne	150 000,00	30,00%
Commune	150 000,00	30,00%
Total	500 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069461 - COR- CONSTRUCTION DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS ET AMENAGEMENT DES ABORDS - COMMUNE DE THIEUX (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE THIEUX MAIRIE  
Adresse administrative : 17 GRANDE RUE  
77230 THIEUX  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Fabrice CUYPERS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Thieux (892 habitants Insee 2019) propose de construire une maison des associations dans un bâtiment existant et d'aménager ses abords.

L'augmentation de la population a favorisé le développement des associations culturelles et sportives. Actuellement, elles sont installées dans la salle polyvalente, mais ne bénéficient pas d'espaces de stockage ou de rangements pour leur matériel.

Le projet prévoit de réhabiliter l'ancienne mairie, actuellement inoccupée, afin de créer une salle dédiée et adaptée aux associations.

Les travaux porteront sur la réfection du rez-de-chaussée du bâtiment comprenant l'isolation, le remplacement des menuiseries extérieures, la mise aux normes électrique, la reprise des sols et la peinture. Une salle de 70 m<sup>2</sup> sera construite en extension de l'ancienne mairie et reliée par une verrière qui servira de hall d'entrée. Cette extension sera revêtue d'un bardage en composite et les menuiseries extérieures seront en aluminium laqué.

Le projet prévoit également de traiter l'accès au cimetière qui jouxte cette bâtisse. Afin de faciliter le passage des véhicules des pompes funèbres, l'entrée se fera par un petit parking créé à l'arrière. Le grand chêne existant sera conservé et mis en valeur par les nouveaux aménagements (terrasses en bois, cheminement piétonnier, plantations).

Enfin, le mur du cimetière sera repris en pierres de pays et de nouveaux portails en fer forgé seront posés.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 875 437,50 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

 THIEUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	114 187,50	13,04%
Travaux	761 250,00	86,96%
Total	875 437,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	22,85%
Département de Seine-et-Marne	150 000,00	17,13%
Commune	525 437,50	60,02%
Total	875 437,50	100,00%



**DOSSIER N° EX067408 - COR - REHABILITATION, MISE AUX NORMES, RENOVATION THERMIQUE ET ENERGETIQUE DE LA SALLE DES FETES - HERMERAY (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'HERMERAY

Adresse administrative : 4 RUE DE LA MAIRIE  
78125 HERMERAY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Evelyne MARCHAL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 18 mars 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Hermeray (974 habitants - INSEE 2019) souhaite réhabiliter, mettre aux normes et procéder à la rénovation thermique et énergétique de la salle des fêtes.

Celle-ci est constituée d'un bâtiment principal construit dans les années 80, réalisé en extension d'un ensemble bâti historique (ancien presbytère) sur l'emplacement de son jardin. Le lieu permet d'organiser tous les événements scolaires, musicaux et culturels de la commune.

Le projet de réhabilitation répond à plusieurs objectifs : mise en accessibilité de l'ensemble des espaces, rénovation thermique et énergétique, amélioration du confort pour les divers utilisateurs, pérennisation du patrimoine. La surface existante à rénover est de 245 m².

Les travaux concernent :

- le remplacement de la couverture de tuiles existantes, en mauvais état ;
- l'isolation complète de l'ensemble des murs extérieurs et des combles ;

- le changement des menuiseries extérieures ;
- le remplacement des radiateurs électriques actuels, très consommateurs, et de l'ensemble des équipements électriques et luminaires, par de nouveaux équipements basse consommation ;
- le réaménagement partiel des espaces extérieurs afin que le public puisse profiter de tous les espaces du jardin, création d'une terrasse et d'un portail, d'une rampe compatible aux PMR ;
- le réaménagement des espaces intérieurs : création d'un sas d'entrée vitré permettant de garantir le confort acoustique de la salle et d'un vestiaire/billetterie, repositionnement des différents espaces (sanitaires, local associatif, espace cuisine et espace scénique), intégration de rangements, création d'une réserve sèche permettant l'accès à un vestiaire pour le personnel utilisant l'office de réchauffage.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 802 763 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

■ HERMERAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	729 026,00	90,81%
Etudes et Moe	73 737,00	9,19%
Total	802 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	24,91%
Département des Yvelines au titre du COR	150 000,00	18,69%
Département des Yvelines au titre du CRY+	70 000,00	8,72%
DSIL (sollicité)	141 900,00	17,68%
Commune	240 863,00	30,00%
Total	802 763,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069810 - COR - AMENAGEMENT DU CENTRE VILLAGE - LES MESNULS (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE LES MESNULS  
Adresse administrative : 6 GRANDE RUE  
78490 LES MESNULS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Michel ROUX, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité d'engager, dès le mois de juillet 2022, le volet des travaux qui concerne l'aire de jeux et le city-stade, pour des questions de sécurité des lieux.

**Description :**

La commune de Les Mesnuls (865 habitants - INSEE 2019) propose d'aménager le centre du village.

Le projet consiste à :

- transformer le parking municipal actuellement en quasi-friche afin de créer un parking perméable et arboré, comprenant un espace pour l'association locale des boulistes, une aire de pique-nique ainsi qu'un accès au château pour les véhicules de service ;
- installer un mobilier urbain spécifique (assises, poubelles, arceaux à vélos, éclairages, potelets) ;
- optimiser le fonctionnement de l'espace existant tout en participant à l'embellissement du centre bourg ;
- aménager la place de l'église incluant une réduction des places de stationnement et un aménagement paysager ;
- créer dans le parc municipal un espace jeunesse, un terrain multisports et un théâtre de verdure, en conservant les formes naturelles du site ;
- sélectionner une palette végétale en fonction de sa résistance au réchauffement climatique, à sa capacité à favoriser la biodiversité observée et à conserver la cohérence du lieu.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 772 204 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 LES MESNULS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	70 200,00	9,09%
Travaux	702 004,00	90,91%
Total	772 204,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	25,90%
Département des Yvelines au titre du CoR (sollicité)	150 000,00	19,42%
Département des Yvelines au titre du CRY+ (sollicité)	70 000,00	9,06%
DETR (sollicité)	90 000,00	11,65%
Commune	262 204,00	33,96%
Total	772 204,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069808 - COR - AMENAGEMENT D'UN PARC LUDIQUE DES SPORTS - ORVILLIERS (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	250 000,00 € HT	40,00 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ORVILLIERS  
Adresse administrative : PLACE GEORGES POMPIDOU  
78910 ORVILLIERS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame MARIE FLIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Orvilliers (927 habitants - INSEE 2019) propose d'aménager un parc ludique des sports.

Si la commune dispose déjà d'un terrain d'environ 7 589 m<sup>2</sup>, celui-ci n'est plus utilisé depuis plusieurs années faute de réels équipements sportifs.

Le projet consiste à :

- aménager un parc multi-activités : tables de ping-pong, terrains de pétanque, aire de jeux pour enfants (3 à 12 ans environ), parcours de promenade ou de course, espace de jeux sécurisés intégrant la biodiversité ;
- réhabiliter l'ancien terrain de football ;
- installer des tables de pique-nique, des bancs et des agrès sportifs autour du chemin de promenade.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 326 565 € HT, plafonné à 250 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	326 565,00	100,00%
Total	326 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	30,62%
Département des Yvelines au titre du CoR (sollicité)	75 000,00	22,97%
Département des Yvelines au titre du CRY+ (sollicité)	28 000,00	8,57%
DETR (sollicité)	10 000,00	3,06%
Commune	113 565,00	34,78%
Total	326 565,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008743 - COR - REFECTION ET AMENAGEMENT DE LA COUR D'ECOLE - ORVILLIERS (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	50 000,00 € HT	40,00 %	20 000,00 €
Montant total de la subvention			20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ORVILLIERS  
Adresse administrative : PLACE GEORGES POMPIDOU  
78910 ORVILLIERS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame MARIE FLIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité d'engager, dès le mois de juillet 2022, les travaux de réfection et d'aménagement de la cour d'école, pour des raisons urgentes de sécurité des enfants.

**Description :**

La commune d'Orvilliers (927 habitants - INSEE 2019) propose la réfection et l'aménagement de la cour d'école.

Lors des travaux de la nouvelle cantine scolaire, objet du précédent contrat rural, une réfection partielle de la cour a été réalisée, mais plus de la moitié de cet espace est fortement dénivelé engendrant des risques de chutes et lors des intempéries, une grande partie est boueuse.

Il s'agit de reprendre cet espace pour en faire un lieu de détente agréable pour les enfants et moins accidentogène tout en opérant un aménagement paysager de l'ensemble, pour le rendre convivial et durable.

Les travaux prévoient :

- la réfection de la cour élémentaire avec des matériaux différents (enrobé, matériaux drainants ...), intégrant de l'insertion paysagère adaptée à l'environnement, l'insertion d'un marquage au sol adapté, la délimitation des zones de jeux ;
- la gestion de la pente en enrobé qui est source de chute des enfants ;

- des entrées PMR à chaque porte d'accès ;
- le démontage d'une construction modulaire de type Algeco qui servait autrefois de sanitaire et la suppression des branchements afférents à cet équipement (eaux usées et électricité) ;
- l'installation de jeux (type petites prises d'escalade, escargot en rondin de bois...) et de mobilier (tabourets et tables en bois) ;
- la préservation d'espaces ombragés.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 96 512 € HT, plafonné à 50 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

#### Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	96 512,00	100,00%
Total	96 512,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	20,72%
Département des Yvelines au titre du CoR (sollicité)	15 000,00	15,54%
Département des Yvelines au titre du CRY+ (sollicité)	14 000,00	14,51%
Commune	47 512,00	49,23%
Total	96 512,00	100,00%



**DOSSIER N° 22008744 - COR - REQUALIFICATION DU CENTRE BOURG - ORVILLIERS (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	200 000,00 € HT	40,00 %	80 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		80 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D'ORVILLIERS  
Adresse administrative : PLACE GEORGES POMPIDOU  
78910 ORVILLIERS  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Madame MARIE FLIS, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Orvilliers (927 habitants - INSEE 2019) propose de requalifier son centre bourg.

Il s'agit de :

- créer une place de vie aux abords de l'église, mettant en valeur cette dernière ;
- repositionner le monument aux morts ; ;
- végétaliser l'espace ;
- redéfinir les espaces avec des matériaux de qualité type pavé ;
- mettre en place des stationnements ;
- aménager des arrêts de bus (mise aux normes PMR)

Des aménagements de nature à faire ralentir la vitesse sur la route départementale sont également à l'étude.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 301 582 € HT, plafonné à 200 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**  
 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	301 582,00	100,00%
Total	301 582,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	80 000,00	26,53%
Département des Yvelines au titre du CoR (sollicité)	60 000,00	19,90%
Département des Yvelines au titre du CRY+ (sollicité)	28 000,00	9,28%
DETR (sollicité)	20 000,00	6,63%
Commune	113 582,00	37,66%
Total	301 582,00	100,00%

**DOSSIER N° EX067974 - COR - REHABILITATION ET RECONVERSION D'UN ENSEMBLE BÂTI COMMUNAL - TILLY (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	500 000,00 € HT	40,00 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE TILLY

Adresse administrative : 8 GRAND'RUE  
78790 TILLY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE ROBIN, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 9 septembre 2021 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par :

- l'intégration de l'acquisition foncière correspondant à l'assiette de l'opération dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond à la signature de l'acte authentique par le maître d'ouvrage ;
- la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

**Description :**

La commune de Tilly (530 habitants - INSEE 2019) a fait l'acquisition d'un ensemble bâti situé en centre bourg, qu'elle souhaite réhabiliter et valoriser en créant :

- une grande salle communale dans l'actuelle grange et une partie du hangar, permettant d'accueillir les activités associatives et les événements communaux.

Les travaux consistent à :

- intégrer une cuisine et des sanitaires dans la zone restante du hangar ;
- installer un local chaufferie qui permettra d'abriter les équipements liés au chauffage, dont le système de production sera assuré par une pompe à chaleur ;
- doubler les murs périphériques du bâtiment avec l'ajout d'un isolant thermique ;
- isoler les combles à l'aide d'une couche de laine minérale ;

- aménager 2 logements (un T2 de 34 m<sup>2</sup> et d'un T3 de 48 m<sup>2</sup>) pour pallier l'offre quasi-inexistante sur le territoire communal.

Par ailleurs, seront également aménagés :

- 4 places de stationnement sur la parcelle ;
- une annexe dédiée à l'installation d'un local à poussettes et vélos ;
- des emplacements extérieurs pour le stockage des poubelles.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 737 721 € HT, plafonné à 500 000 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et honoraires MOE	67 658,00	9,17%
Acquisition foncière	168 000,00	22,77%
Travaux	502 063,00	68,06%
Total	737 721,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	27,11%
Département des Yvelines au titre du COR	150 000,00	20,33%
Département des Yvelines au titre du CRY+	70 000,00	9,49%
DETR 2023 (sollicité)	96 405,00	13,07%
Commune	221 316,00	30,00%
Total	737 721,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069683 - COR - RECONVERSION D'UNE SALLE DE CLASSE EN SALLE ASSOCIATIVE - VILLETTE (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	172 298,00 € HT	40,00 %	68 919,00 €
Montant total de la subvention			68 919,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLETTE

Adresse administrative : PLACE LACOUDRE 78930 VILLETTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe PASDELOUP, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 22 août 2022 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Villette (509 habitants - INSEE 2019) propose reconvertir une salle de classe en salle associative.

La salle associative se situe actuellement au 1er étage d'un bâtiment sans ascenseur, ne permettant pas l'accessibilité à toutes les personnes. Afin de pouvoir la mettre à disposition de tous les habitants, il s'agit de réaménager la classe située au RDC de l'ancienne école, inoccupée depuis la fermeture et d'y relocaliser la salle des associations.

La nouvelle salle des associations, après rénovation, sera accessible aux PMR et bénéficiera d'une kitchenette, de sanitaires, d'un préau, d'une large cour plantée et d'un stationnement double (dont 1 PMR).

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 172 298 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

🏠 VILLETTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	23 400,00	13,58%
Achats de matériels, équipements et travaux	148 898,00	86,42%
Total	172 298,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	68 919,00	40,00%
Département des Yvelines (sollicité)	51 689,00	30,00%
Commune	51 690,00	30,00%
Total	172 298,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008597 - COR - RECONVERSION DE LA SALLE ASSOCIATIVE EN LOGEMENT - VILLETTE (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	108 765,00 € HT	40,00 %	43 506,00 €
Montant total de la subvention			43 506,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLETTE

Adresse administrative : PLACE LACOUDRE 78930 VILLETTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe PASDELOUP, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 22 août 2022 - 31 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Villette (509 habitants - INSEE 2019) propose de reconverter la salle associative en logement de petite taille destiné à la location.

L'actuelle salle associative qui sera après travaux, transférée au RDC de l'ancienne école, deviendra vacante. C'est pourquoi ce lieu sera transformé en un logement de 3 pièces, après comblement d'une des deux trémies et rénovation totale des locaux.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 108 765 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 VILLETTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	13 000,00	11,95%
Achats de matériels, équipements et travaux	95 765,00	88,05%
Total	108 765,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	43 506,00	40,00%
Département des Yvelines (sollicité)	32 630,00	30,00%
Commune	32 629,00	30,00%
Total	108 765,00	100,00%



**DOSSIER N° 22008598 - COR - ENFOUISSEMENT RESEAU ET ECLAIRAGE PUBLIC - VILLETTE  
(78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	97 030,00 € HT	40,00 %	38 812,00 €
Montant total de la subvention			38 812,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE VILLETTE

Adresse administrative : PLACE LACOUDRE 78930 VILLETTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe PASDELOUP, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Villette (509 habitants - INSEE 2019) propose l'enfouissement de ses réseaux.

L'opération d'enfouissement est située en sortie de village en direction d'Arnouville-les-Mantes, dans le hameau de Garré et concerne 4 rues : Rue de Pételance, Rue des Terriers, Chemin des Gravières et Rue du Puits.

Le projet envisagé consiste à dissimuler les réseaux :

- électriques, de télécommunication et d'éclairage pour la Rue de Pételance ;
- de télécommunication et d'éclairage pour la Rue du Puit ;
- d'éclairage pour le Chemin des Gravières ;
- de télécommunication et d'éclairage pour la Rue des Terriers.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 166 266 € HT, plafonné à 97 030 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 VILLETTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	166 266,00	100,00%
Total	166 266,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	38 812,00	23,34%
Département des Yvelines (sollicité)	29 109,00	17,51%
Commune	98 345,00	59,15%
Total	166 266,00	100,00%

**DOSSIER N° 22005490 - COR - AMENAGEMENT D'UN PARC LUDIQUE INTERGENERATIONNEL - SAINT-ILLIERS-LE-BOIS (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	221 672,00 € HT	40,00 %	88 669,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		88 669,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAINT-ILLIERS-LE-BOIS

Adresse administrative : 5 RUE DE LA MAIRIE  
78980 SAINT-ILLIERS-LE-BOIS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Christine NOËL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 30 août 2022 - 31 juillet 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité de débiter les travaux dès le début du mois de janvier 2023, afin de pouvoir tenir l'objectif d'une inauguration du parc lors du tournoi annuel de pétanque le 1er mai 2023.

**Description :**

La commune de Saint-Illiers-Le-Bois (426 habitants - INSEE 2019) propose l'opération suivante "Aménagement d'un parc ludique intergénérationnel".

Cette opération se substitue à l'opération "Extension de la mairie" initialement inscrite au contrat voté le 20 novembre 2019, compte tenu de l'évolution du calendrier de réalisation devenu incompatible avec la durée du contrat en cours.

Le nouveau projet vise à compléter l'offre de loisirs et de détente de la commune en réaménagement l'espace actuellement dédié au city-stade et en proposant des activités destinées à différents publics en

créant un nouveau lieu d'animation, de culture et de sports.

La commune souhaite aménager un ensemble cohérent, adapté à toute génération et propice au développement de la biodiversité. Les équipements actuels seront conservés et mis en valeur (terrain de pétanque, terrain multisports). De nouveaux équipements seront installés : table de ping-pong, aire de jeux, agrès sportif.

Le projet prévoit la création d'espaces de convivialité et de cheminements piétons, l'installation de mobiliers de détente et la végétalisation du site.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant des travaux s'élève à 221 672 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

🏠 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et honoraires	14 484,00	6,53%
Travaux	207 188,00	93,47%
Total	221 672,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	88 669,00	40,00%
Département des Yvelines (sollicité)	66 501,00	30,00%
Commune	66 502,00	30,00%
Total	221 672,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069759 - COR - EXTENSION DE LA CANTINE SCOLAIRE ET AMENAGEMENT DES ABORDS - ORCEMONT (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	347 345,00 € HT	40,00 %	138 938,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		138 938,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D ORCEMONT  
Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE  
78125 ORCEMONT  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Guy LECOURT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 juillet 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité d'engager, dès le mois de juillet 2022, les travaux d'extension de la cantine scolaire, dont la capacité d'accueil est saturée.

**Description :**

La commune d'Orcemont (1 020 habitants - INSEE 2019) propose une extension de la cantine scolaire et l'aménagement de ses abords.

La commune a connu une évolution démographique depuis ces dernières années suite à l'aménagement d'un lotissement (30 pavillons et 4 logements sociaux), la construction d'une dizaine de maisons disséminées dans le village et l'augmentation des transactions immobilières (16 en 2021).

L'école communale accueille 112 élèves (42 maternelles et 70 élémentaires) répartis en 5 classes. Prévue initialement pour recevoir une cinquantaine d'enfants, il est aujourd'hui indispensable d'agrandir la salle de restauration prévue pour les élèves de grande section et du cycle d'élémentaire compte tenu de la fréquentation qui se situe autour de 70 enfants.

Le projet consiste en :

- l'extension de la cantine scolaire par 62 m² de surface de plancher supplémentaire ;
- la restructuration et la mise aux normes PMR du S.A.S d'accès de la salle et de son bloc sanitaire ;
- la création d'un local poubelles, clos et couvert.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 347 345 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 ORCEMONT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	43 651,00	12,57%
Travaux	303 694,00	87,43%
Total	347 345,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	138 938,00	40,00%
Département des Yvelines (sollicité)	104 204,00	30,00%
Commune	104 203,00	30,00%
Total	347 345,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008734 - COR - AMENAGEMENT DES ABORDS ET DE LA VOIE D'ACCES DE L'ACCUEIL PERISCOLAIRE ET DE LA BIBLIOTHEQUE - ORCEMONT (78)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	44 459,00 € HT	40,00 %	17 784,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		17 784,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE D ORCEMONT  
Adresse administrative : 1 RUE DE LA MAIRIE  
78125 ORCEMONT  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Guy LECOURT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune d'Orcemont (1 020 habitants - INSEE 2019) propose l'aménagement des abords et de la voie d'accès de l'accueil périscolaire et de la bibliothèque.

Un bâtiment situé à proximité de l'école et de la mairie, regroupe une garderie, un espace polyvalent (objet du précédent contrat rural) et une bibliothèque.

Le projet consiste à :

- aménager un parking de 9 places afin de pallier les problèmes récurrents de stationnement (7 places actuellement) ;
- procéder à l'enfouissement des réseaux Orange et basse tension ;
- rénover la voirie impasse de la Mairie.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 44 459 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 ORCEMONT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	44 459,00	100,00%
Total	44 459,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	17 784,00	40,00%
Département des Yvelines (sollicité)	13 338,00	30,00%
Commune	13 337,00	30,00%
Total	44 459,00	100,00%



**DOSSIER N° EX069991 - COR - CONSTRUCTION D'UN HANGAR POUR LES SERVICES  
TECHNIQUES- COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	260 594,00 € HT	31,18 %	81 261,60 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		81 261,60 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

Adresse administrative : 2 GRANDE RUE  
91590 BOISSY-LE-CUTTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame SYLVIE SECHET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 20 novembre 2022 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé :

Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Pour le présent projet, il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable.

D'autre part conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est également motivée par la nécessité d'engager les travaux de construction dès le 20 novembre 2022 pour maîtriser les coûts du marché avant le terme de l'offre.

**Description :**

La commune de Boissy-Le-Cutté ((1 355 habitants - INSEE 2019) propose la construction d'un hangar pour ses services techniques.

Le bâtiment vétuste, qui permettait le stockage des matériels des services a été démoli. Les divers matériels ont été répartis sur plusieurs sites de la commune éloignés les uns des autres.

Il s'agit de procéder à la construction d'un bâtiment pour effectuer ce stockage en un seul lieu.

Le projet comprendra principalement des travaux de terrassement, fondation, création d'un robinet de puisage, charpente, couverture, bardage, porte coulissante, électricité, alarme anti-intrusion

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 260 594 € HT. La subvention est calculée au taux de 31,18 %.

**Localisation géographique :**

🏠 BOISSY-LE-CUTTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	241 836,80	92,80%
Honoraires	18 757,20	7,20%
Total	260 594,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	81 261,60	31,18%
Département de l'Essonne	60 946,00	23,39%
Autre financement	40 208,00	15,43%
Commune	78 178,40	30,00%
Total	260 594,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008762 - COR - AMENAGEMENT DE VOIRIE RUELLE GODARD - COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	110 824,00 € HT	40,00 %	44 329,60 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		44 329,60 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

Adresse administrative : 2 GRANDE RUE  
91590 BOISSY-LE-CUTTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame SYLVIE SECHET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Boissy-le-Cutté (1 355 habitants - INSEE 2019) propose un aménagement de voirie. Depuis la création d'un lotissement, la ruelle Godard est devenue un point de connexion entre la RD 56 et la RD 191. Cependant cette voie n'est pas adaptée à une circulation importante et régulière.


Il s'agit donc procéder au réaménagement de celle-ci.

Les travaux comprendront principalement le décapage des enrobés existants, la dépose de bordures, des terrassements, la pose de nouvelles bordures, la création de caniveaux, le réglage compactage fond de forme, la réalisation d'enrobés et bétons désactivés.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 110 824 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 BOISSY-LE-CUTTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	110 824,00	100,00%
Total	110 824,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	44 329,60	40,00%
Département de l'Essonne (91)	33 247,00	30,00%
Commune	33 247,40	30,00%
Total	110 824,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008763 - COR - AMENAGEMENT DU POLE SANTE ET AGRANDISSEMENT DU PARKING - COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	18 422,00 € HT	40,00 %	7 368,80 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		<b>7 368,80 €</b>

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

Adresse administrative : 2 GRANDE RUE  
91590 BOISSY-LE-CUTTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame SYLVIE SECHET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Boissy-le-Cutté (1 355 habitants - INSEE 2019) propose d'aménager un pôle santé et d'agrandir un parking afin de mieux accueillir la clientèle.

Suite au déménagement de la bibliothèque, un espace a été libéré permettant l'extension du pôle santé.

Les travaux concernant le réaménagement du pôle santé comprendront principalement, la création d'un box supplémentaire, l'installation d'un cloisonnement phonique entre les box et la salle d'attente, des travaux de peinture.

Les travaux concernant le parking comprendront principalement : la découpe du revêtement existant, la fourniture et la pose de grave ciment compacté, de joints de dilatation et béton désactivé, la création d'une place de stationnement handicapé avec signalétique adaptée.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 18 422 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**  
BOISSY-LE-CUTTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	18 422,00	100,00%
Total	18 422,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	7 368,80	40,00%
Département de l'Essonne (91)	5 527,00	30,00%
Commune	5 526,20	30,00%
Total	18 422,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008764 - COR - EQUIPEMENT D'UNE AIRE DE JEUX - COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	41 161,00 € HT	40,00 %	16 464,40 €
Montant total de la subvention			16 464,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

Adresse administrative : 2 GRANDE RUE  
91590 BOISSY-LE-CUTTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame SYLVIE SECHET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Boissy-le-Cutté (1 355 habitants - INSEE 2019) propose d'aménager et d'équiper une aire de jeux sur l'espace de loisirs de l'ancien stade.

Les travaux comprendront principalement :

- la préparation du terrain ;
- le terrassement ;
- la pose de sols amortissants ;
- la fourniture et la pose de plusieurs jeux pour enfants et adolescents, d'un panier de basketball ;
- l'aménagement extérieur ;
- l'installation de clôtures, portillons et panneaux d'information.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 41 161 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

BOISSY-LE-CUTTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	41 161,00	100,00%
Total	41 161,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 464,40	40,00%
Département de l'Essonne (91)	12 348,00	30,00%
Commune	12 348,60	30,00%
Total	41 161,00	100,00%



**DOSSIER N° 22008765 - COR - REFECTION DE LA TOITURE DE LA SALLE DES FETES -  
COMMUNE DE BOISSY LE CUTTE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	52 793,00 € HT	40,00 %	21 117,20 €
Montant total de la subvention			21 117,20 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY-LE-CUTTE

Adresse administrative : 2 GRANDE RUE  
91590 BOISSY-LE-CUTTE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame SYLVIE SECHET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Boissy-le-Cutté (1 355 habitants-INSEE 2019) propose la réfection de la toiture de la salle des fêtes.

Depuis 2017, celle-ci fait l'objet de rénovation successives par tranche de travaux.

Une première phase a permis de réaliser une isolation des murs, un changement des menuiseries, la rénovation de l'installation électrique et l'installation d'une alarme.

Dans la continuité il est nécessaire de procéder à la réfection de la toiture.

Les travaux outre la préparation du chantier comprendront principalement :

- la dépose des ardoises existantes ;
- la fourniture et la pose de nouvelles ardoises au crochet.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 52 793 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

BOISSY-LE-CUTTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	52 793,00	100,00%
Total	52 793,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	21 117,20	40,00%
Département de l'Essonne (91)	15 838,00	30,00%
Commune	15 837,80	30,00%
Total	52 793,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069777 - COR - AMENAGEMENT DE LA SALLE DU CONSEIL ET TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE - COMMUNE DE CHAMARANDE (91)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	244 456,00 € HT	40,00 %	97 782,40 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		97 782,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHAMARANDE  
Adresse administrative : 2 PLACE DE LA LIBERATION  
91730 CHAMARANDE  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur PATRICK DE LUCA, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chamarande (1 133 habitants - INSEE 2019) propose d'aménager la salle du Conseil et de mener des travaux afin de la mettre en conformité.

La mairie et en particulier la salle du Conseil présentent des signes de vétusté. Ainsi en 2021, la structure de celle-ci a cédé et d'importants travaux ont été réalisés en urgence, nécessitant la dépose complète des plafonds.

A la suite de cet événement, un diagnostic général du bâtiment a été réalisé.

Ainsi les travaux proposés comprennent :

- la réfection complète de la salle du Conseil (isolation, plafonds, électricité, peinture, sol),
- la création d'un local archive,
- l'isolation des locaux et fin du remplacement des menuiseries,
- la réfection du réseau d'électricité et d'éclairage,
- le traitement des problèmes d'humidité,
- la révision des couvertures et réalisation de travaux éventuels,
- le réaménagement du local chaudière,
- des travaux de peinture.

Le ravalement du bâtiment sera effectué hors contrat rural.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 244 456 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

🏠 CHAMARANDE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aléas	218 264,00	89,29%
Honoraires et frais divers	26 192,00	10,71%
Total	244 456,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	97 782,40	40,00%
Département de l'Essonne	73 327,00	30,00%
Commune	73 346,60	30,00%
Total	244 456,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069748 - COR - REFECTION DE VOIRIES ET CREATION DE TROTTOIRS A L'ENTREE DU VILLAGE - COMMUNE DE CHERENCE (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	88 804,28 € HT	40,00 %	35 521,71 €
Montant total de la subvention			35 521,71 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHERENCE MAIRIE

Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE  
95510 CHERENCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PHILIPPE VANDEPUTTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chérence (322 habitants - INSEE 2019) propose une réfection de voirie et la création de trottoirs à l'entrée du village.

Les travaux seront réalisés sur la venelle du Tennis et la sente de l'Abreuvoir.

Ainsi, sur la venelle du Tennis, il s'agit de :

- procéder au décapage et au reprofilage du fond de forme ;
- moduler la structure en matériaux graveleux ;
- poser des pavés de Paris sur mortier.

Sur la sente de l'Abreuvoir, les travaux consistent en :

- la dépose de bordures ;
- la démolition de maçonnerie ;
- la modification du profil de voirie,
- la fourniture et la pose de pavés de Paris ;
- la création d'une noue centrale.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 88 804,28 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :** CHERENCE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Travaux	88 804,28	100,00%
Total	88 804,28	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	35 521,71	40,00%
Département du Val-d'Oise	26 641,28	30,00%
Commune	26 641,29	30,00%
Total	88 804,28	100,00%

**DOSSIER N° 22008727 - COR - REAMENAGEMENT DU CIMETIERE ET DE SES ABORDS -  
COMMUNE DE CHERENCE (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	59 314,58 € HT	40,00 %	23 725,83 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		23 725,83 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHERENCE MAIRIE

Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE  
95510 CHERENCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PHILIPPE VANDEPUTTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chérence (129 habitants - INSEE 2019) propose de réaménager le cimetière et ses abords.

Celui-ci a d'abord été implanté à proximité de l'église. Au fil des années, l'espace qui lui était réservé est devenu trop restreint et la commune a acheté un nouveau terrain pour aménager un nouveau cimetière.

Le projet comprendra principalement :

- la création d'un espace d'accueil avec l'installation de bancs ;
- la mise en place d'une nouvelle signalisation et en particulier « un stop » ;
- la création d'un espace de stationnement en stabilisé ;
- la plantation de haies d'essences locales.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 59 314,58 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 CHERENCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	59 314,58	100,00%
Total	59 314,58	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	23 725,83	40,00%
Département du Val-d'Oise	17 794,37	30,00%
Commune	17 794,38	30,00%
Total	59 314,58	100,00%



**DOSSIER N° 22008728 - COR - CREATION D'UN ABRI ET D'UN ACCES PMR DANS LE JARDIN COMMUNAL PEDAGOGIQUE - COMMUNE DE CHERENCE (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	14 795,41 € HT	40,00 %	5 918,16 €
Montant total de la subvention			5 918,16 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHERENCE MAIRIE

Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE  
95510 CHERENCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PHILIPPE VANDEPUTTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chérence (129 habitants - INSEE 2019) propose de créer un abri et un accès PMR dans le jardin communal pédagogique.

En 2017, la commune a acquis un terrain de 1 708 m² pour en faire un verger communal pédagogique. Il s'agit de :

- mettre en valeur ce patrimoine en poursuivant son aménagement ;
- créer un abri en ossature bois et charpente traditionnelle ;
- réaliser un accès pour les personnes à mobilité réduite.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 14 795,41 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

📍 CHERENCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 795,41	100,00%
Total	14 795,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 918,16	40,00%
Département du Val-d'Oise	4 438,62	30,00%
Commune	4 438,63	30,00%
Total	14 795,41	100,00%

**DOSSIER N° 22008729 - COR - REMPLACEMENT DES FENETRES DE LA MAIRIE - COMMUNE DE CHERENCE (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	24 650,00 € HT	40,00 %	9 860,00 €
Montant total de la subvention			9 860,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHERENCE MAIRIE

Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE  
95510 CHERENCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PHILIPPE VANDEPUTTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chérence (129 habitants - INSEE 2019) propose de remplacer les fenêtres de la mairie.

Celles-ci en bois prépeinte en blanc, recevront un traitement insecticide, hydrofuge et fongicide et seront dotées d'un double vitrage.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 24 650 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 CHERENCE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	24 650,00	100,00%
Total	24 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 860,00	40,00%
Département du Val-d'Oise	7 395,00	30,00%
Commune	7 395,00	30,00%
Total	24 650,00	100,00%

**DOSSIER N° 22008730 - COR - REMPLACEMENT DE LA CUVE INCENDIE ET REFECTION DU TERRAIN DE PETANQUE - COMMUNE DE CHERENCE (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	46 920,00 € HT	40,00 %	18 768,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		18 768,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE CHERENCE MAIRIE

Adresse administrative : 8 RUE DE L'EGLISE  
95510 CHERENCE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur PHILIPPE VANDEPUTTE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 25 janvier 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

La commune de Chérence (129 habitants - INSEE 2019) propose de remplacer la cuve incendie et de rénover le terrain de pétanque.

Le long de la D171, au lieu-dit le foyer rural, il s'agit :

- d'installer une cuve enterrée de 120 m3, afin de permettre à la commune de se mettre en conformité en termes de défense incendie ;
- de réaménager le terrain de pétanque.

Les travaux sont les suivants : pose d'une grave concassée en béton sur 15 cm, pose de sable sur 7cm, nivelage / compactage, délimitation du terrain par des rondins en bois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 46 920 € HT. La subvention est calculée au taux de 40%.

**Localisation géographique :**

 CHERENCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	46 920,00	100,00%
Total	46 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	18 768,00	40,00%
Département du Val-d'Oise	14 076,00	30,00%
Commune	14 076,00	30,00%
Total	46 920,00	100,00%

## **Annexe 5 : Avenants COR**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE CHALIFERT (77)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Chalifert, représentée par le Maire, Monsieur Laurent SIMON.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Chalifert du 20 décembre 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2020/04/03-1/02 du 3 avril 2020 ;
- le contrat rural de Chalifert signé le 4 novembre 2020 portant échéance au 3 avril 2023 ;
- la demande formalisée par la commune de Chalifert par délibération en date du 21 septembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2023/02/17-x-/xx du 17 février 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat COR**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 3 avril 2024.

**Article 2 : Obligations éthiques**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.



Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Chalifert,  
le  
Pour la commune de Chalifert

*Le maire*

A Melun,  
le  
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Laurent SIMON**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE CRISENOY (77)
---

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Crisenoy, représentée par le Maire, Monsieur Hervé JEANNIN.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Crisenoy du 19 juin 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2020/04/03-1/02 du 3 avril 2020 ;
- le contrat rural de Crisenoy signé le 25 septembre 2020 avec une échéance au 3 avril 2023 ;
- la demande formalisée par la commune de Crisenoy par délibération en date du 28 novembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2023/02/17-x/xx du 17 février 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 3 avril 2024.

**Article 2 : Obligations éthiques**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Crisenoy,  
le  
Pour la commune de Crisenoy

*Le maire*

A Melun,  
le  
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Hervé JEANNIN**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE GOUAIX (77)
---

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Gouaix, représentée par le Maire, Monsieur Jean-Paul FENOT.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Gouaix du 19 septembre 2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-091 du 4 mars 2020 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2020/04/03-1/02 du 3 avril 2020 ;
- le contrat rural de Gouaix signé le 25 septembre 2020 portant échéance au 3 avril 2023 ;
- la demande formalisée par la commune de Gouaix par délibération en date du 28 septembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2023/02/17-x-/xx du 17 février 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat COR**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 3 avril 2024.

**Article 2 : Obligations éthiques**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Chalifert,  
le  
Pour la commune de Chalifert

*Le maire*

A Melun,  
le  
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Jean-Paul FENOT**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DU PLESSIS-PLACY (77)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

La commune du Plessis-Placy, représentée par le Maire, Monsieur Charles-Auguste BENOIST.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal du Plessis-Placy du 19 septembre 2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-333 du 18 septembre 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2020/04/03-1/02 du 3 avril 2020 ;
- le contrat rural de Plessis-Placy signé le 4 novembre 2020 portant échéance au 3 avril 2023 ;
- la demande formalisée par la commune de Plessis-Placy par délibération en date du 1<sup>er</sup> décembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2023/02/17-x-/xx du 17 février 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat COR**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 3 avril 2024.

**Article 2 : Obligations éthiques**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

Au Plessis-Placy,  
le  
Pour la commune du Plessis-Placy

*Le maire*

A Melun,  
le  
Pour le département de Seine-et-Marne

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Charles-Auguste BENOIST**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DU SYNDICAT SCOLAIRE LAVAL/SALINS (77)
---

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Jean-François PARIGI,

ET D'AUTRE PART :

Le Syndicat intercommunal d'équipement d'entretien et d'exploitation des nouveaux locaux scolaires de Laval-Salins, représenté par le président, Monsieur Georges BENARD.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-260 du 18 juillet 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n°CD-2019/11/15-1/09 du 15 novembre 2019;
- le contrat rural du Syndicat scolaire de Laval/Salins Crisenoy signé le 22 juin 2020 avec une échéance au 15 novembre 2022 ;
- la demande formalisée par le syndicat scolaire de Laval/Salins par délibération en date du 14 novembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° CD-2023/02/17-x/xx du 17 février 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 15 novembre 2023.

**Article 2 : Obligations éthiques**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.



Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Salins,  
le  
Pour le Syndicat scolaire  
Laval/Salins  
*Le président*

A Melun,  
le  
Pour le département de Seine-et-  
Marne  
*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France  
*La présidente du conseil régional*

**Georges BENARD**

**Jean-François PARIGI**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 2 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL D'AIGREMONT (78)
---

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023.

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER, dument habilité par délibération n° XXXXX du XX XX XXX.

ET D'AUTRE PART :

La commune d'Aigremont, représentée par le maire, Monsieur Samuel BENOUDIZ.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n°2019-CD-6-5894 du 29 mars 2019 ;
- le contrat rural d'Aigremont signé le 25 septembre 2020 ;
- l'avenant de prorogation n°1 adopté respectivement par délibération n° CP 2022-004 du 28 janvier 2022(pour la région Île-de-France) et par délibération n° 2022-CD-6-6956 du 22 avril 2022 (pour le département des Yvelines) portant son échéance au 29 mars 2023 ;
- la demande formalisée par la commune d'Aigremont par la délibération du conseil municipal en date du 18 novembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° XXXX du XX XX XXX.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

#### **Article 1 : Nouvelle échéance du contrat**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 29 mars 2024.

#### **Article 2 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité

de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Aigremont,  
le  
Pour la commune d'Aigremont  
*Le Maire*

A Versailles,  
le  
Pour le département des Yvelines  
*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France  
*La présidente du conseil régional*

**Samuel BENOUDIZ**

**Pierre BEDIER**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE GRESSEY (78)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Gressey, représentée par le Maire, Monsieur Valéry BERTRAND.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Gressey du 7 octobre 2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-091 du 4 mars 2020 ;
- la délibération du conseil départemental n°2020-CD-6-6083.1 du 17 avril 2020 ;
- le contrat rural de Gressey signé le 10 mars 2021 ;
- la demande formalisée par délibération de la commune de Gressey en date du 7 novembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2023-CD-x-xxx.x du XX XX 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 :**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 16 avril 2024.

**Article 2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers.

En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**Article 3 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Gressey le  
Pour la commune de Gressey

*Le maire*

A Versailles, le  
Pour le département des Yvelines

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Valéry BERTRAND**

**Pierre BEDIER**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE SAINT-ILLIERS-LE-BOIS (78)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Saint-Illiers-le-Bois, représentée par la Maire, Madame Christine NOËL.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Saint-Illiers-le-Bois du 10 juillet 2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-455 du 20 novembre 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n°2019-CD-6-6060.1 du 31 janvier 2020 ;
- le contrat rural de Saint-Illiers-le-Bois signé le 31 août 2020 ;
- la demande formalisée par la commune de Saint-Illiers-le-Bois par décision du Maire en date du 23 septembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2023-CD-x-xxx.x du XX XX 2023.

Le projet initial consistait en l'extension de la mairie. Toutefois, suite à une redéfinition de l'opération intégrant une future acquisition plutôt que la construction d'un nouveau bâtiment, et compte tenu de l'incompatibilité du calendrier opérationnel de cette réalisation avec la temporalité du contrat rural en cours, la commune souhaite substituer une nouvelle opération à celle initialement prévue.

La commune propose l'aménagement d'un parc ludique intergénérationnel afin de compléter l'offre d'activités de loisirs et détente destinée au public de tout âge. Le nouveau projet vise à réaménager l'espace actuellement dédié au city-stade en valorisant les équipements actuels et en proposant de nouvelles activités afin de créer un nouveau lieu d'animation, de culture et de sports.

Considérant la nécessité de substituer l'opération « extension de la mairie » par l'opération « création d'un parc ludique multigénérationnel »,

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait du calendrier opérationnel de la nouvelle opération.

**Article 1 :**

L'article 1 du contrat initial est modifié comme suit :

Tableau initial

NOUVEAU CONTRAT RURAL SAINT-ILLIERS-LE-BOIS (78)								
OPERATIONS	MONTANT(S) OPERATION(S) PROPOSEE(S)	MONTANT(S) RETENU(S) PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			MONTANT(S) RETENU(S) PAR LE DEPARTEMENT	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2019	2020	2021	EN € HT	(40%)	(30%)
Extension de la mairie	317 400	305 000	58 334	123 333	123 333	305 000	122 000	91 500
Reconstruction de l'école maternelle	295 000	65 000	65 000			65 000	26 000	19 500
<b>TOTAL</b>	<b>612 400</b>	<b>370 000</b>	<b>123 334</b>	<b>123 333</b>	<b>123 333</b>	<b>370 000</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			37 000	37 000	37 000			<b>111 000</b>
SUBVENTION REGION			49 334	49 333	49 333		<b>148 000</b>	

Tableau modifié

NOUVEAU CONTRAT RURAL SAINT-ILLIERS-LE-BOIS (78)								
OPERATIONS	MONTANT(S) OPERATION(S) PROPOSEE(S)	MONTANT(S) RETENU(S) PAR LA REGION	ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION			MONTANT(S) RETENU(S) PAR LE DEPARTEMENT	SUBVENTION REGION	SUBVENTION DEPARTEMENT
	EN € HT	EN € HT	2022	2023	2024	EN € HT	(40%)	(30%)
Aménagement d'un parc ludique intergénérationnel	221 672	221 672		221 672		221 672	88 669	66 502
Reconstruction de l'école maternelle	295 000	65 000				65 000	26 000	19 500
<b>TOTAL</b>	<b>516 672</b>	<b>286 672</b>	<b>0</b>	<b>221 672</b>	<b>0</b>	<b>286 672</b>		
SUBVENTION DEPARTEMENT			0	66 502	0			<b>86 002</b>
SUBVENTION REGION			0	88 669	0		<b>114 669</b>	

## Article 2 : Nouvelle échéance du contrat

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 30 janvier 2024.

## Article 3 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**Article 4 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Saint-Illiers-le-Bois, le  
Pour la commune de Saint-Illiers-le-Bois

*La Maire*

A Versailles, le  
Pour le département des Yvelines  
*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la région Île-de-France  
*La présidente du conseil régional*

**Christine NOËL**

**Pierre BEDIER**

**Valérie PECRESSE**



AVENANT N° 2 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE POIGNY-LA-FORÊT (78)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER dûment habilité par la délibération n° XXXXXX ;

ET D'AUTRE PART :

La commune de Poigny-la-Forêt, représentée par le Maire, Monsieur Thierry CONVERT ;

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de Poigny-la-Forêt du 20 juillet 2018 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2019-040 du 24 janvier 2019 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2019-CD-6-5894 du 29 mars 2019 ;
- le contrat rural de Poigny-la-Forêt signé le 19 avril 2019 ;
- la demande formalisée par la commune de Poigny-la-Forêt par la délibération du conseil municipal en date du xx décembre 2022 ;
- l'avenant n°1 au nouveau contrat rural voté par la commission permanente du conseil régional n° CP 2021-430 du 19 novembre 2021 et par la commission permanente départementale n° CD-2021/xx/xx-xx du 17 décembre 2021 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

#### **Article 1 : Nouvelle échéance du contrat**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 29 mars 2024.

#### **Article 2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Poigny-la-Forêt,  
le  
Pour la commune de Poigny-la-Forêt

*Le Maire*

A Versailles,  
le  
Pour le département des Yvelines

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Thierry CONVERT**

**Pierre BEDIER**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE LA BOISSIERE-ECOLE (78)
---

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie Péresse, dûment habilitée par délibération CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département des Yvelines, représenté par le Président du conseil départemental, Monsieur Pierre BEDIER,

ET D'AUTRE PART :

La commune de La Boissière-Ecole, représentée par la Maire, Madame Anne-Françoise GAILLOT.

Après avoir rappelé :

- la délibération du conseil municipal de La Boissière-Ecole du 18 octobre 2019 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 ;
- la délibération du conseil départemental n°2020-CD-6-6083.1 du 17 avril 2020 ;
- le contrat rural de La Boissière-Ecole signé le 22 février 2021 ;
- la demande formalisée par délibération de la commune de La Boissière-Ecole en date du 23 septembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2023-CD-x-xxx.x du XX XX 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance contractuelle**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 16 avril 2024

**Article 2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

**Article 3 :**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A La Boissière-Ecole, le  
Pour la commune de La Boissière-  
Ecole

*La maire*

A Versailles, le  
Pour le département des Yvelines

*Le président du conseil départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Anne-Françoise GAILLOT**

**Pierre BEDIER**

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL DE CORMEILLES-EN-VEXIN (95)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par la délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département du Val d'Oise sis 2 avenue du Pars CS 20201 Cergy 95032 Cergy-Pontoise Cedex, représenté par la Présidente du conseil départemental, Madame Marie-Christine CAVECCHI, dument habilitée par la délibération N°XXX de la Commission Permanente du 6 février 2023,

ET D'AUTRE PART :

La commune de Cormeilles-en-Vexin, représentée par Madame la Maire, Madame Christine BEIS.

Après avoir rappelé :

- la délibération du Conseil municipal de la commune de Cormeilles-en-Vexin du 24 février 2020 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-173 du 27 mai 2020 ;
- la délibération de la commission permanente du département n° n° 2-35 du 29 mai 2020 ;
- la délibération du Conseil municipal du 5 septembre 2022 sollicitant la demande de prorogation ;
- la demande formalisée par la commune de Cormeilles-en-Vexin en date du 29 septembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération de la Commission permanente du Département n° 2023-CD-x-xxx.x en date du 6 février 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 29 mai 2024.

**Article 2 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité

de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Corneilles-en-Vexin,  
le  
Pour la commune de Corneilles-  
en-Vexin

*La maire*

**Christine BEIS**

A Cergy-Pontoise,  
le  
Pour le Département du val d'Oise

*La présidente du conseil  
départemental*

**Marie-Christine CAVECCHI**

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Valérie PECRESSE**

AVENANT N° 1 AU NOUVEAU CONTRAT RURAL D'EPIAIS-LES-LOUVRES (95)
--

ENTRE D'UNE PART :

La région Île-de-France, sise 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par la Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par la délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023,

ET

Le département du Val d'Oise sis 2 avenue du Pars CS 20201 Cergy 95032 Cergy-Pontoise Cedex, représenté par la Présidente du conseil départemental, Madame Marie-Christine CAVECCHI, dument habilitée par la délibération n° XX de la Commission Permanente du XX XX 2023,

ET D'AUTRE PART :

La commune d'Epiais-les-Louvres, représentée par la Maire, Madame Isabelle RUSIN.

Après avoir rappelé :

- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2020-011 du 31 janvier 2020 ;
- la délibération de la commission permanente du départemental n° n° 2-07 du 3 février 2020 ;
- la demande formalisée par la commune d'Epiais-les-Louvres par délibération en date du 27 septembre 2022 ;
- la délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023 ;
- la délibération du conseil départemental n° 2023-CD-x-xxx.x du XX X 2023.

Considérant la nécessité de prolonger le contrat d'une année supplémentaire du fait de contraintes opérationnelles.

**Article 1 : Nouvelle échéance du contrat**

Le présent contrat est prorogé d'un an portant son échéance au 3 février 2024.

**Article 2 : Obligations en matière d'éthique**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **Article 3 : Autres stipulations**

Les autres stipulations du contrat initial non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Epiais-les-Louvres,  
le  
Pour la commune d'Epiais-les-Louvres

*La maire*

A Cergy-Pontoise,  
le  
Pour le département du Val d'Oise

*La présidente du conseil  
départemental*

A Saint-Ouen-sur-Seine,  
le  
Pour la région Île-de-France

*La présidente du conseil régional*

**Isabelle RUSIN**

**Marie-Christine CAVECCHI**

**Valérie PECRESSE**



## **Annexe 6 : Fiches projet modifiées**

**DOSSIER N° EX066645 - COR - AMENAGEMENT DU COEUR DE VILLAGE - COMMUNE DE MOUSSY (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	112 728,75 € HT	40,00 %	45 091,50 €
Montant total de la subvention			45 091,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY

Adresse administrative : 1 PLACE DU PRIEURE  
95640 MOUSSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe HOUDAILLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Moussy (95) - 121 habitants - INSEE 2019 - propose d'aménager son cœur de village.

Celui-ci s'est développé autour de l'ancien prieuré et le long de la rue principale.

Les continuités piétonnes en centre bourg sont difficiles et renforcent le sentiment d'insécurité surtout lors du passage de véhicules (voitures, bus ou véhicules agricoles).

De plus la présence d'obstacles ponctuels (jardinières en bois, bordures émergentes) et les dommages du temps sur les revêtements ainsi que la non-conformité de certains équipements rendent le lieu peu agréable.

L'objectif est d'affirmer une identité commune en tenant compte de l'ancrage patrimonial du lieu et de renforcer la vocation d'espace cœur de bourg où la sécurité et le confort du piéton seront rendus compatibles avec le passage de la route départementale ainsi que la géométrie contraignante du lieu.

Le projet comprendra principalement :

- la requalification de l'espace urbain avec la création d'un espace de rencontre en enrobé grenailé, de surfaces en bétons désactivé et pavés de grès, de caniveaux et bordures en grès, d'un muret de soutènement en pierre ainsi qu'un escalier en béton et grès.
- des aménagements pour l'arrêt des bus,
- la création d'espaces verts (engazonnement plantations),
- l'implantation de mobilier urbain.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 112 728,75 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

🏠 MOUSSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	98 025,01	86,96%
HONORAIRES	14 703,74	13,04%
Total	112 728,75	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	45 091,50	40,00%
DEPARTEMENT 91 - SOLLCITE	33 818,63	30,00%
COMMUNE	33 818,62	30,00%
Total	112 728,75	100,00%

**DOSSIER N° 22006624 - COR - AMENAGEMENT DU CIMETIERE ET DE SES ABORDS - COMMUNE DE MOUSSY (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	65 022,15 € HT	40,00 %	26 008,86 €
Montant total de la subvention			26 008,86 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY

Adresse administrative : 1 PLACE DU PRIEURE  
95640 MOUSSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe HOUDAILLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Moussy (95) - 121 habitants - INSEE 2019 - propose d'aménager le cimetière et ses abords.

Le cimetière aménagé en 1937, se situe sur le plateau vexinois au sud-ouest et à l'écart du village au cœur des terres agricoles.

Le projet comprend principalement :

- la création d'une aire de stationnement et d'un accès sécurisé (parking engazonné, plantation d'arbres et arbustes, création d'un portillon d'entrée, taille de l'existant),
- la simplification de l'entretien et le développement de la biodiversité (engazonner les allées et favoriser la fauche tardive, tontes différenciées, strates végétales multiples),
- l'intégration de nouveaux équipements (aménagement d'un colombarium, d'un jardin du souvenir, de mobiliers urbains),

- la requalification point d'eau.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX066645.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 65 022,15 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

 MOUSSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	55 575,00	85,47%
HONORAIRES	6 669,00	10,26%
ACQUISITION ET BORNAGE	2 778,15	4,27%
Total	65 022,15	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	26 008,86	40,00%
DEPARTEMENT 95 - SOLLICITE	19 506,65	30,00%
COMMUNE	19 506,64	30,00%
Total	65 022,15	100,00%

**DOSSIER N° 22006625 - COR - REHABILITATION DE LA MAISON COMMUNALE AVEC CREATION  
D'UN LOGEMENT- COMMUNE DE MOUSSY (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	252 225,39 € HT	40,00 %	100 890,16 €
Montant total de la subvention			100 890,16 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY

Adresse administrative : 1 PLACE DU PRIEURE  
95640 MOUSSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe HOUDAILLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Moussy (95) - 121 habitants - INSEE 2019 - propose de réhabiliter la maison communale avec création d'un logement.

Le projet concerne un bâtiment communal situé en cœur de bourg à proximité de la mairie et du château. Celui-ci s'inscrit dans le style rural typique du Vexin.

L'ensemble nécessite une réhabilitation et mise aux normes complètes.

La petite dépendance existante accueillera un local technique pour le chauffage qui sera une pompe à chaleur.

Il est prévu l'implantation de stationnements pour deux véhicules et la création d'une clôture et d'un portail.

Le projet consiste à :

- démolir et mener des travaux de gros œuvre, ainsi que des travaux de second œuvre (charpente, couverture, zinguerie, menuiserie intérieures et extérieures, cloisons doublages, isolation, faux plafonds, électricité, plomberie chauffage, carrelage et faïence, peinture).
- aménager les extérieurs

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en compte dans la fiche IRIS n° EX066645.

#### Détail du calcul de la subvention :

Le montant de l'opération s'élève à 252 225,39 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

#### Localisation géographique :

🏠 MOUSSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	219 326,43	86,96%
HONORAIRES	32 898,96	13,04%
Total	252 225,39	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	100 890,16	40,00%
DEPARTEMENT 95 - SOLLICITE	75 667,62	30,00%
COMMUNE	75 667,61	30,00%
Total	252 225,39	100,00%

**DOSSIER N° 22006626 - COR - ISOLATION ET AMENAGEMENT DES COMBLES DE LA MAIRIE -  
COMMUNE DE MOUSSY (95)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-53-204142-153002-1700

Action : 15300202- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	35 230,24 € HT	40,00 %	14 092,10 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		14 092,10 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MOUSSY

Adresse administrative : 1 PLACE DU PRIEURE  
95640 MOUSSY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe HOUDAILLE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 13 novembre 2021 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser des études préalables directement liées à la réalisation de l'opération. Il s'agit d'études d'ingénierie et de conception (honoraires de maîtrise d'œuvre, architecte, maître d'œuvre) identifiées par le maître d'ouvrage dans le périmètre subventionnable. La date de début de projet ci-dessus correspond au premier acte juridique passé par le maître d'ouvrage.

**Description :**

La commune de Moussy (95) - 121 habitants - INSEE 2019 - propose d'isoler et d'aménager les combles de la mairie, peu isolés.

Les combles de la mairie sont peu isolés et aménagés de façon sommaire.

Il est nécessaire de procéder à une isolation des murs périphériques et des rampants.

La réhabilitation permettra d'accueillir un bureau et les archives.

Le projet consiste à mener :

- des travaux de gros œuvre (sondage plancher, rattrapage niveau plancher...),
- des travaux de second œuvre (menuiserie intérieures, cloisons doublages, isolation, faux plafonds, électricité...).

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise



en compte dans la fiche IRIS n° EX066645.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant de l'opération s'élève à 35 230,24 € HT. La subvention est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

■ MOUSSY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX	30 635,00	86,96%
HONORAIRES	4 595,25	13,04%
Total	35 230,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ÎLE-DE-FRANCE	14 092,10	40,00%
DEPARTEMENT 95 - SOLLICITE	10 569,07	30,00%
COMMUNE	10 569,08	30,00%
Total	35 230,25	100,00%

## **Annexe 7 : Fiche projet modifiée recommandation médiateur**

## CONVENTION DE REALISATION

Entre

**La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,  
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023  
ci-après dénommée « la Région »**

d'une part,

et

**La commune de Larchant  
dont le statut juridique est : commune  
dont le n° SIRET et le code APE est : 21770244800010 et 84.11Z  
dont le siège social est situé : Hôtel de ville – 2, place Pasteur – 77760 LARCHANT  
ayant pour représentant : Monsieur Vincent MEVEL  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »**

d'autre part,

### **PREAMBULE :**

La Région et la commune de Larchant (77) ont conclu un contrat rural approuvé par délibération n° CP 2018-505 en date du 21 novembre 2018.

A ce titre, la Région a attribué à la commune de Larchant par la délibération n° CP 2018-505 en date du 21 novembre 2018, un montant maximum total de subvention de 69 696,40 € correspondant à 40 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élevait à 183 411,79 € plafonné à 174 241 € HT, pour la réalisation de l'opération de « *Rénovation de la mairie et des toilettes publiques* ».

Suite à une incompréhension entre la prorogation du contrat et de la subvention, la subvention n'a pu être prorogée dans les temps et est tombée en caducité.

La caducité de la subvention régionale susmentionnée a conduit l'assemblée régionale à attribuer une nouvelle subvention au titre du dispositif *subvention spécifique*, objet de la présente convention. L'attribution de cette subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes.

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **69 696,40 €** correspondant à 40 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 183 411,79 € plafonné à 174 241 € HT, à la commune de Larchant afin de permettre l'exécution de l'opération de « *Rénovation de la mairie et des toilettes publiques* » dont le descriptif figure dans la « fiche-projet » annexée à la présente convention

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **Art 2.1 : Obligations relatives à l'exécution de l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche-projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité pour laquelle la subvention est accordée pendant une durée de 10 ans courant à compter de la réception de ces biens.

### **Art 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants**

Le bénéficiaire s'engage à recruter 0 stagiaire ou alternant pour une durée minimale de deux mois ou à attester, le cas échéant, d'un recrutement pour son compte par une structure intercommunale dont il est membre.

Le bénéficiaire, ou le cas échéant la structure intercommunale, saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **Art 2.3 : Obligations administratives et comptables**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les meilleurs délais, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation, ainsi que de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

informer la Région des différentes phases de recrutement du stagiaires ou alternant et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

## **Art 2.4 : Obligations en matière de communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

## **Art 2.5 : Obligations en matière éthique et de risque d'atteinte à la probité**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **Art 3.1 : Caducité**

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **Art 3.2 : Modalités de versement**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit.

Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production du justificatif de recrutement du stagiaire ou alternant mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé).

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **Art 3.3 : Révision du montant subventionné**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire, sur la base des attestations transmises à l'administration régionale, s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **Art 3.4 : Eligibilité des dépenses subventionnables**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de démarrage figurant dans la fiche projet annexée à la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 25 janvier 2023.

Elle expire au versement du solde de la subvention ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La commune bénéficiaire s'engage à autoriser et à faciliter l'implantation d'un panneau ' d'entrée de ville ' mentionnant le soutien financier de la Région à la collectivité. La Région assure la fourniture et l'implantation du panneau dès le vote de la subvention régionale. La commune met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Les bénéficiaires doivent justifier du respect de ces obligations. La Région peut contrôler le respect de ces obligations. Leur non-respect peut entraîner la suspension du versement ou le reversement des subventions octroyées.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente du conseil régional.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche-projet » adoptée par délibération n° CP 2023-023 du 25 janvier 2023.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux.

A Larchant, le  
Pour la commune de Larchant  
*Le Maire*

A Saint-Ouen-sur-Seine, le  
Pour la Région Île-de-France

*La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France*  
*P/la Présidente du Conseil Régional*  
*d'Île-de-France*  
*et par délégation*

*Marie CHEVILLOTTE*  
*Directrice adjointe*  
*Agriculture Ruralité et Forêt*

**Vincent MEVEL**

**Valérie PECRESSE**



**DOSSIER N° 18013374 - COR - RENOVATION DE LA MAIRIE ET DES TOILETTES  
PUBLIQUES - COMMUNE DE LARCHANT (77)**

**Dispositif** : Nouveau contrat rural (CoR) (n° 00000976)

**Délibération Cadre** : CR2022-023 du 06/07/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041412-154001-1700

Action : 15400104- Contrats ruraux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Nouveau contrat rural (CoR)	174 241,00 € HT	40,00 %	69 696,40 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		69 696,40 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE LARCHANT

Adresse administrative : MAIRIE  
77760 LARCHANT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Vincent MEVEL, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2020 - 31 décembre 2023

**Motivation démarrage anticipé** : Une subvention de 69 696,40 € a été allouée à cette opération par délibération n° CP 2018-505 du 21 novembre 2018. La subvention initiale n'ayant pu être sollicitée, il est procédé à une nouvelle attribution de subvention de 69 696,40 € à la suite de l'avis favorable du médiateur de la région Île-de-France.

**Description :**

La commune de LARCHANT (723 habitants - INSEE 2015) propose l'opération "Rénovation de la mairie et des toilettes publiques".

La mairie fait partie intégrante d'une ancienne ferme du 19<sup>ème</sup> siècle restaurée qui abrite actuellement les locaux administratifs, une salle de classe et le bureau de deux associations. Ce bâtiment nécessite des travaux de réhabilitation importants en termes d'étanchéité, d'isolation et de sécurité : changement des huisseries, isolation du grenier, intervention sur la couverture et les corniches dégradées menaçant de tomber.

D'autre part, des travaux d'aménagement et de rationalisation de l'espace seront engagés, avec l'installation d'une salle pour les archives au grenier et la création de toilettes publiques à destination des citoyens et des touristes, dans un petit bâtiment situé dans l'enceinte de la mairie et comportant un accès indépendant.

Dans le cadre du contrat rural, la mesure "100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens" est prise en considération dans la fiche IRIS EX042527

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant des travaux s'élève à 183 411,79 € HT plafonné à 174 241,00 € HT.

La subvention d'un montant de 69 696,40 € est calculée au taux de 40 %.

**Localisation géographique :**

🏠 LARCHANT

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	183 411,79	100,00%
Total	183 411,79	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	69 696,40	38,00%
Département - Acquis	52 272,30	28,50%
Commune	61 443,09	33,50%
Total	183 411,79	100,00%

## **Annexe 8 : Fiches projets UKRAINE**

**DOSSIER N° EX069909 - Fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine - COMMUNE DE SONCHAMP**

**Dispositif** : Fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine (n° 00001286)

**Délibération Cadre** : CR2022-030 du 18/05/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041481-154001-1700

Action : 15400101- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine	3 664,55 € HT	68,22 %	2 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SONCHAMP

Adresse administrative : 42 RUE ANDRE THOME  
78120 SONCHAMP

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame YSABELLE MAY OTT, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 16 mai 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à la délibération CR 2022-030 du 18 mai 2022, les investissements sont pris en compte à partir de la date du début du conflit, soit le 25 février 2022.

**Description :**

Ce projet concerne la remise en état d'un logement vacant situé dans la commune rurale de Sonchamp (1 600 habitants), dans les Yvelines, et qui permet d'accueillir une famille de 4 réfugiés.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 3 664,55 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 70 %, soit un montant maximum de subvention de 2 500 € (montant plafond).

**Localisation géographique :**

 SONCHAMP

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement pour l'adaptation/création de logements	3 314,56	90,45%
Achat de mobilier et équipement nécessaires à l'accueil des réfugiés	349,99	9,55%
Total	3 664,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 500,00	68,22%
Autofinancement	1 164,55	31,78%
Total	3 664,55	100,00%

**DOSSIER N° EX070010 - Fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine - COMMUNE DE SAACY SUR MARNE**

**Dispositif** : Fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine (n° 00001286)

**Délibération Cadre** : CR2022-030 du 18/05/2022

**Imputation budgétaire** : 905-54-2041481-154001-1700

Action : 15400101- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds de soutien aux communes mobilisées pour l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine	4 167,83 € HT	59,98 %	2 500,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE SAACY SUR MARNE

Adresse administrative : RUE DES ECOLES  
77730 SAACY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Katy VEYSSET, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2022 - 31 janvier 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Conformément à la délibération CR 2022-030 du 18 mai 2022, les investissements sont pris en compte à partir de la date du début du conflit, soit le 25 février 2022.


**Description :**

Il s'agit d'un projet d'adaptation d'un bâtiment situé dans la commune rurale de Saâcy-sur-Marne (1 844 habitants) en Seine et Marne, pour permettre l'accueil de 6 réfugiés ukrainiens.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le montant total des investissements éligibles est de 4 167,83 € HT, auquel s'applique un taux d'intervention de 70 %, soit un montant maximum de subvention de 2 500 € (montant plafond).

**Localisation géographique :**

 SAACY-SUR-MARNE

**Contrat Particulier** : Hors CPRD

**CPER** : Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement	4 167,83	100,00%
Total	4 167,83	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 500,00	59,98%
Autofinancement	1 667,83	40,02%
Total	4 167,83	100,00%

## **Annexe 9 : Avenant 1 aux contrats de Parc PNR**



# CONTRAT DU PARC NATUREL REGIONAL

## ..... 2021 - 2023

### Avenant n°1

#### ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° CP 2023-023, en date du 25 janvier 2023, ci-après désignée « la Région ».

L'État **représenté** par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, M....., ou par le Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet du Nord, M....., ci-après désigné « l'Etat »

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional ....., **représenté** par son Président/sa Présidente, ....., ci-après désigné « le parc »,

#### Après avoir rappelé :

Le contrat de parc 2021-2023 entre la Région Île-de-France, l'Etat et le syndicat mixte d'aménagement et de gestion du parc naturel régional....., adopté par la délibération n° CP 2021-31 du 21 janvier 2021 ou n° CP 2021-232 du 22 juillet 2021 ;

#### LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :

Le présent avenant a pour but de modifier la qualification des responsables du traitement des données à caractère personnel, initialement qualifiés de « sous-traitants » en « responsables de traitement disjoint », à l'article 10 du contrat de parc 2021-2023.

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et..... (ci-après, le Responsable de traitement Disjoint) sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de parc 2021-2023, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de parc 2021-2023, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

Le reste des articles du contrat de parc 2021-2023 reste inchangé.

Pour l'État,  
Le Préfet de la Région Île-de -  
France/Hauts de France  
XXXXXXXXXX

Pour la région Île-de-France,  
La présidente du conseil régional  
**Mme Valérie PÉCRESSE,**

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de  
Gestion (SMAG) du Parc naturel régional  
XXXXXXXXXXXXX,  
Le Président/La Présidente du SMAG du Parc naturel régional du XXXXXXXX  
XXXXXXXXXXXXXX

## **Annexe 10 : Fiches projets PNR frais de structure**

**DOSSIER N° EX070005 - FRAIS DE STRUCTURE 2023 : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

**Délibération Cadre** : CR2020-043 du 24/09/2020

**Imputation budgétaire** : 937-76-657381-576002-1700

Action : 576002032- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	951 965,00 € TTC	100,00 %	951 965,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		951 965,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS

Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY  
91490 MILLY LA FORET

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : affectation des frais de structure de l'année 2023.

**Description :**

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Gâtinais français pour l'année 2023.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

**Localisation géographique :**

BOISSISE-LE-ROI  
PRINGY  
SAINT-FARGEAU-  
PONTIERRY  
ARBONNE-LA-FORET  
BARBIZON  
BOISSY-AUX-CAILLES

CELY  
CHAILLY-EN-BIERE  
FLEURY-EN-BIERE  
PERTHES  
SAINT-GERMAIN-SUR-  
ECOLE  
BOULANCOURT

SAINT-MARTIN-EN-BIERE  
SAINT-SAUVEUR-SUR-  
ECOLE  
VILLIERS-EN-BIERE  
ACHERES-LA-FORET  
AMPONVILLE  
BURCY

BUTHIERS  
CHATENOY  
CHEVRAINVILLIERS  
FROMONT  
GARENTREVILLE  
GUERCHEVILLE  
LARCHANT  
RECLOSES  
RUMONT  
TOUSSON  
URY  
LE VAUDOUE  
VILLIERS-SOUS-GREZ  
MOIGNY-SUR-ECOLE  
NANTEAU-SUR-ESSONNE  
ORMESSON  
COURANCES  
DANNEMOIS  
MILLY-LA-FORET

LA CHAPELLE-LA-REINE  
ONCY-SUR-ECOLE  
SOISY-SUR-ECOLE  
BAULNE  
CERNY  
CHAMPCUEIL  
CHEVANNES  
LA FERTE-ALAIS  
AUVERS-SAINT-GEORGES  
BOISSY-LE-CUTTE  
BOURAY-SUR-JUINE  
CHAMARANDE  
JANVILLE-SUR-JUINE  
VILLENEUVE-SUR-AUVERS  
BOUVILLE  
LA FORET-SAINTE-CROIX  
PUISELET-LE-MARAIS  
BOIGNEVILLE  
BOUTIGNY-SUR-ESSONNE

BROUY  
BUNO-BONNEVAUX  
D'HUISON-LONGUEVILLE  
GIRONVILLE-SUR-  
ESSONNE  
GUIGNEVILLE-SUR-  
ESSONNE  
MAISSE  
MONDEVILLE  
ORVEAU  
PRUNAY-SUR-ESSONNE  
VAYRES-SUR-ESSONNE  
VIDELLES  
COURDIMANCHE-SUR-  
ESSONNE  
VALPUISEAUX  
CHAMPMOTTEUX

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/PNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	951 965,00	100,00%
Total	951 965,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France sollicitée	951 965,00	100,00%
Total	951 965,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070000 - FRAIS DE STRUCTURE 2023 : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

**Délibération Cadre** : CR2020-043 du 24/09/2020

**Imputation budgétaire** : 937-76-657381-576002-1700

Action : 576002032- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 050 000,00 € TTC	100,00 %	1 050 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 050 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYND MIXTE REALI GEST PARC VALLEE  
Adresse administrative : COUR DU CHATEAU DE LA MADELEINE  
78460 CHEVREUSE  
Statut Juridique : Syndicat Mixte  
Représentant : Madame ANNE CABRIT, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : affectation des frais de structure de l'année 2023.

**Description :**

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR de la Haute Vallée de Chevreuse pour l'année 2023.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

**Localisation géographique :**

MAGNY-LES-HAMEAUX	JOUARS-PONTCHARTRAIN	LA CELLE-LES-BORDES
CLAIREFONTAINE-EN-YVELINES	AUFFARGIS	CERNAY-LA-VILLE
HERMERAY	LES BREVIAIRES	CHATEAUFORT
POIGNY-LA-FORET	LES ESSARTS-LE-ROI	CHEVREUSE
RAIZEUX	LE PERRAY-EN-YVELINES	CHOISEL
RAMBOUILLET	SAINT-LEGER-EN-YVELINES	DAMPIERRE-EN-YVELINES
SONCHAMP	BAZOUCHES-SUR-GUYONNE	GALLUIS
VIEILLE-EGLISE-EN-YVELINES	BONNELLES	GAMBAIS
	BULLION	GAMBAISEUIL
		GROSROUVRE

LEVIS-SAINT-NOM  
LONGVILLIERS  
MAREIL-LE-GUYON  
MERE  
LE MESNIL-SAINT-DENIS  
LES MESNULS  
MILON-LA-CHAPELLE  
MONTFORT-L'AMAURY  
LA QUEUE-LES-YVELINES  
ROCHEFORT-EN-YVELINES  
SAINT-FORGET

SAINT-LAMBERT  
SAINT-REMY-LES-  
CHEVREUSE  
SAINT-REMY-L'HONORE  
SENLISSE  
LE TREMBLAY-SUR-  
MAULDRE  
BOULLAY-LES-TROUX  
COURSON-MONTELOUP  
FONTENAY-LES-BRIIS  
GOMETZ-LA-VILLE

JANVRY  
LES MOLIERES  
SAINT-JEAN-DE-  
BEAUREGARD  
VAUGRIGNEUSE  
GIF-SUR-YVETTE  
PECQUEUSE  
LA HAUTEVILLE  
FORGES-LES-BAINS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/PNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	1 050 000,00	100,00%
Total	1 050 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France sollicitée	1 050 000,00	100,00%
Total	1 050 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069972 - FRAIS DE STRUCTURE 2023 - SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL RÉGIONAL DU VEXIN FRANÇAIS**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

**Délibération Cadre** : CR2020-043 du 24/09/2020

**Imputation budgétaire** : 937-76-657381-576002-1700

Action : 576002032- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	1 230 760,00 € TTC	100,00 %	1 230 760,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		1 230 760,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT  
GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL  
DU VEXIN FRANCAIS

Adresse administrative : MAISON DU PARC  
95450 THEMERICOURT

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Benjamin DEMAILLY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : affectation des frais de structure de l'année 2023

**Description :**

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR du Vexin français pour l'année 2023.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

**Localisation géographique :**

DROCOURT	MEZY-SUR-SEINE	GAILLON-SUR-MONTCIENT
FOLLAINVILLE-	OINVILLE-SUR-MONTCIENT	GARGENVILLE
DENNEMONT	TESSANCOURT-SUR-	GUERNES
GOMMECOURT	AUBETTE	GUITRANCOURT
BRUEIL-EN-VEXIN	VAUX-SUR-SEINE	LAINVILLE-EN-VEXIN
JAMBVILLE	EVECQUEMONT	MONTALET-LE-BOIS
JUZIERS	FONTENAY-SAINT-PERE	SAILLY



SAINT-MARTIN-LA-  
GARENNE  
BOISSY-L'AILLERIE  
BREANCON  
BRIGNANCOURT  
CHARS  
CORMEILLES-EN-VEXIN  
FREMECOURT  
GRISY-LES-PLATRES  
HARAVILLIERS  
LE HEAULME  
MARINES  
MONTGEROULT  
NEUILLY-EN-VEXIN  
SANTEUIL  
THEUVILLE  
ARRONVILLE  
BERVILLE  
ENNERY  
EPIAIS-RHUS  
GENICOURT  
HEDOUVILLE  
HEROUVILLE  
LABBEVILLE  
LIVILLIERS  
MENOUVILLE  
NESLES-LA-VALLEE

VALLANGOUJARD  
LE BELLAY-EN-VEXIN  
CLERY-EN-VEXIN  
COMMENY  
GOUZANGREZ  
GUIRY-EN-VEXIN  
MOUSSY  
NUCOURT  
LE PERCHAY  
CHAMPAGNE-SUR-OISE  
PARMAIN  
AUVERS-SUR-OISE  
BUTRY-SUR-OISE  
VALMONDOIS  
ABLEIGES  
AVERNES  
CONDECOURT  
COURCELLES-SUR-VIOSNE  
FREMAINVILLE  
LONGUESSE  
SAGY  
SERAINCOURT  
THEMERICOURT  
US  
VIGNY  
AMENUCOURT  
CHAUSSY

CHERENCE  
HAUTE-ISLE  
LA ROCHE-GUYON  
VETHEUIL  
VIENNE-EN-ARTHIES  
VILLERS-EN-ARTHIES  
AINCOURT  
AMBLEVILLE  
ARTHIES  
BANTHELU  
BRAY-ET-LU  
BUHY  
LA CHAPELLE-EN-VEXIN  
CHARMONT  
FROUVILLE  
GENAINVILLE  
HODENT  
MAGNY-EN-VEXIN  
MAUDETOUT-EN-VEXIN  
MONTREUIL-SUR-EPTE  
OMERVILLE  
RONQUEROLLES  
SAINT-CLAIR-SUR-EPTE  
SAINT-CYR-EN-ARTHIES  
SAINT-GERVAIS  
WY-DIT-JOLI-VILLAGE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPR :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/PNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	1 230 760,00	100,00%
Total	1 230 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France sollicitée	1 230 760,00	100,00 %
Total	1 230 760,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069971 - FRAIS DE STRUCTURE 2023 : SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL OISE - PAYS DE FRANCE**

**Dispositif** : Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR (n° 00000611)

**Délibération Cadre** : CR2020-043 du 24/09/2020

**Imputation budgétaire** : 937-76-657381-576002-1700

Action : 576002032- Soutien au fonctionnement des PNR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	352 000,00 € TTC	100,00 %	352 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		352 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYND MIXTE GESTION PARC NATUREL  
REG OISE  
Adresse administrative : 48 RUE D'HERIVAUX  
60560 ORRY LA VILLE  
Statut Juridique : Syndicat Mixte  
Représentant : Monsieur PATRICE MARCHAND, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Affectation des frais de structure de l'année 2023

**Description :**

Il s'agit de verser la participation financière régionale au titre des frais de structure du PNR Oise - Pays de France pour l'année 2023.

Les frais de structure englobent toutes les dépenses récurrentes liées au fonctionnement du Syndicat mixte : charges de personnel, achat d'études, prestations de services, gestion courante (eau, électricité, chauffage, carburant, fournitures administratives, fournitures d'entretien et de petit équipement, frais postaux et télécommunication), transports de biens et collectifs, frais de déplacements liés à des missions.

**Localisation géographique :**

BELLEFONTAINE  
CHATENAY-EN-FRANCE  
CHAUMONTEL  
JAGNY-SOUS-BOIS  
LASSY  
LUZARCHES  
MAREIL-EN-FRANCE  
LE PLESSIS-LUZARCHES  
VILLIERS-LE-SEC

FOSES  
SURVILLIERS  
BETHEMONT-LA-FORET  
CHAUVRY  
PRESLES  
VILLIERS-ADAM  
ASNIERES-SUR-OISE  
BELLOY-EN-FRANCE  
MAFFLIERS

NOISY-SUR-OISE  
SAINT-MARTIN-DU-TERTRE  
SEUGY  
VIARMES

BEAUMONT-SUR-OISE  
MOURS  
NOINTEL

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/PNR

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de structure	352 000,00	100,00%
Total	352 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France sollicitée	352 000,00	100,00%
Total	352 000,00	100,00%